

# **PREFECTURE DES BOUCHES DU RHÔNE**

## **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER**

**Service Eau et Risques – Unité Risques Naturels et Technologiques**

### **ENQUETE PUBLIQUE**

**Projet d'établissement du Plan Particulier des Risques  
Inondation (PPRi) par débordement de l'Arc**

**COMMUNE de CABRIES**



## **RAPPORT, CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR**

**Jacques OGUER, commissaire-enquêteur**

**PREFECTURE DES BOUCHES DU RHÔNE**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**  
**ET DE LA MER**  
**Service Eau et Risques – Unité Risques Naturels et Technologiques**

**ENQUETE PUBLIQUE**

**Projet d'établissement du Plan Particulier des Risques  
Inondation (PPRI) par débordement de l'Arc**

**COMMUNE de CABRIES**

**1ère PARTIE : RAPPORT**

**CHAPITRE 1 – GENERALITES ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE**

- 1-1 : Préambule
- 1-2 : Objet de l'enquête publique
- 1-3 : Cadre juridique de l'enquête publique
- 1-4 : Composition du dossier d'enquête

**CHAPITRE 2 - ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE**

- 2-1 : Organisation et déroulement de l'enquête
- 2-2 : Information du public
- 2-3 : Climat de l'enquête
- 2-4 : Clôture de l'enquête, modalité du transfert du dossier

**CHAPITRE 3 - ANALYSE DU DOSSIER ET OBSERVATIONS**

- 3-1 : Présentation du dossier soumis à l'enquête publique
- 3-2 : Consultations et avis des administrations et services consultés (POA)
- 3-3 : Analyse et observations du commissaire enquêteur
- 3-4 : Entretien avec madame la Maire de CABRIES
- 3-5 : Observations du public, orales ou écrites

**CHAPITRE 4 - RELATIONS avec le MAÎTRE D'OUVRAGE**

- 4-1 : procès-verbal de synthèse et mémoire en réponse
- 4-2 : Traitement des observations
- 4-3 : Remarques du Commissaire-Enquêteur

**CHAPITRE 5 - ANNEXES DU RAPPORT**

**2ème PARTIE**

**CONCLUSIONS ET AVIS**  
**du COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

## CHAPITRE 1

### GENERALITES ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

#### 1-1 PREAMBULE

L'élaboration du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) par débordement de l'Arc sur la commune de CABRIES a été prescrit par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône daté du 3 décembre 2020.

**CABRIES**, à laquelle est intégré le village de CALAS, est une commune de 9834 habitants, couvrant 36,55 km<sup>2</sup> dont 775 hectares boisés classés, située dans le département des Bouches du Rhône, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, entre les communes de BOUC BEL AIR, SEPTEMES LES VALLONS, LES PENNES-MIRABEAU, VELAUX et VITROLLES. Elle est traversée, au Sud, par l'autoroute A51, reliant MARSEILLE à AIX EN PROVENCE.



La commune se situe dans une zone de collines, sur le versant nord du massif de l'Étoile. On note deux systèmes d'orientation des collines quasi orthogonaux :

- \* un système parallèle au Vallat sur la partie Nord (CALAS) qui fait partie d'un système allant jusqu'à l'Arc, avec à l'ouest le plateau de l'Arbois et à l'est la plaine des Milles et la colline du Serre
- \* un système parallèle à l'Étoile, côté Plan de Campagne / Arbois qui se poursuit plus ou

moins jusqu'au Vallat et au passage de l'Autoroute pour se poursuivre vers Bouc et son piton frère et au delà.

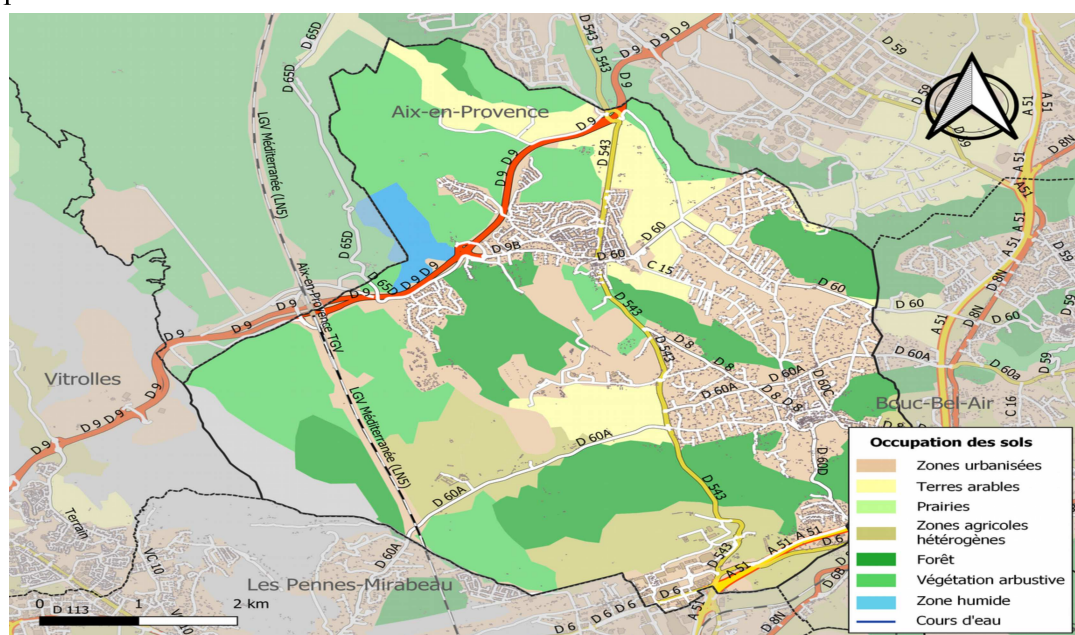
Le chef-lieu est établi sur un piton à 250 mètres d'altitude, tandis que le reste de la commune est situé entre 120 et 200 mètres. Cette situation fait que le village est très exposé aux vents, et notamment au mistral, ce qui lui donne un climat chaud et sec en été, mais froid en hiver. L'influence de la mer pourtant proche (10 kilomètres à vol d'oiseau) ne s'y fait guère sentir.

La tradition rapporte des faits surprenants quand au régime hydrographique, tel l'établissement de lavandières réputées jusque Marseille, au Couladou, mais aussi à Fontaube et à Fontrouge (Calas) qui laisse supposer des débits supérieurs à ceux observés aujourd'hui. La présence d'eau est fortement liée au relief karstique, qui permet sa circulation dans le sous-sol du massif de l'étoile, mais aussi à la présence d'argile et à ses phases d'expansion/retrait placent les plaines de CABRIES dans la zone à risque, comme toutes les plaines de la région.

Le Grand Vallat est le principal cours d'eau arrosant la commune. Prenant sa source dans la forêt des Putis, à SIMIANE-COLLONGUE, il récupère toutes les eaux de cette partie du versant de l'Étoile, notamment celles de la Jouïne, pour finalement se jeter dans l'Arc au lieu-dit Saint-Pons. Plusieurs autres cours d'eau traversent la commune, comme La Vallat de Rans, le Vallat de la Cluée (ou Violet), le Vallat de Calas (ou Petit Vallat ou ruisseau de Fontaube), le Vallat de Chamfleury (ou Vallat de Thouin), le Grand Torrent, le Fossé et le Couladou.

Tous ces cours d'eau sont caractéristiques d'un climat méditerranéen, avec de faibles débits habituels, contrebalancés par des crues importantes en cas de pluies intenses.

Avec l'évolution de la société, le développement des infrastructures ( autoroutes, gare TGV...) CABRIES est devenue une commune urbaine. Elle fait en effet partie des communes denses ou de densité intermédiaire, au sens de la grille communale de densité de l'INSEE.. Elle appartient à l'unité urbaine de MARSEILLE-AIX EN PROVENCE, une agglomération inter-départementale regroupant 50 communes et 1 596 326 habitants en 2017.





Il est à noter que depuis 1992, le plateau de l'ARBOIS, d'une superficie de 4292 hectares, situé au nord-ouest de la commune, est classé en zone NATURA 2000.

## 1-2 OBJET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

L'enquête publique, qui va se dérouler du 13 janvier 2022 au 14 février 2022, soit 33 jours consécutifs, porte sur le projet de Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la commune de CABRIES qui regroupe également le village de CALAS.

La mise en place de Plans de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) a été instaurée par la loi du 2 février 1995 relative au « renforcement de la protection de l'environnement » (dite « Loi Barnier »), complétée par la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (dite « Loi Risques »).

La finalité générale d'un PPRi est de garantir la sécurité des personnes et prévenir les dommages aux biens. Ainsi un PPRi délimite les zones exposées aux risques naturels prévisibles d'inondation et définit dans ces zones des mesures répondant à 3 objectifs :

- \* prévenir le risque, en évitant que de nouvelles personnes et constructions ne s'implantent dans les zones les plus exposées,
- \* ne pas aggraver le risque, en maîtrisant l'urbanisation et en préservant les champs d'expansion des crues,
- \* protéger du risque, en réduisant la vulnérabilité des personnes et des biens déjà exposés au risque, car implantés en zones inondables

Le PPRi définit une réglementation graduée dans l'utilisation des sols allant de la possibilité de construire sous certaines conditions à l'interdiction totale. S'appliquant aux projets, il définit des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui incombent aux collectivités publiques compétentes ou aux propriétaires.

Ce PPRi a été élaboré en 2021 par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du département des Bouches du Rhône (DDTM13), après une phase de concertation du public s'étant déroulée du 06 avril 2021 au 06 juin 2021, et ce, en vertu de l'arrêté préfectoral du 03/12/2020.

L'enquête publique va permettre d'informer le public du contenu du dossier du PPRi de la commune et de recueillir ses observations, ses appréciations, ses suggestions et les propositions ou contre-propositions constructives afin de permettre à l'autorité compétente de modifier le projet ou de prendre sa décision en disposant de tous les éléments nécessaires à son information sur le dossier présenté.

Cette procédure aura pour finalité de faire approuver par les autorités compétentes, après analyse des observations, propositions et contre-propositions, un document qui aura valeur d'utilité publique en matière de prévention et de protection contre les risques naturels, et dans le cas présent, du risque d'inondation. Une fois approuvé, le PPRi vaudra alors servitude d'utilité publique et sera annexé au PLU de CABRIES.

Ce document a pour objectif final:

- \* de délimiter les zones exposées aux risques naturels, d'y interdire tous types de constructions, d'ouvrages, d'aménagements, d'exploitations artisanales ou, dans le cas où ils pourraient être autorisés, d'en fixer les prescriptions de réalisation ou d'exploitation avec pour objectifs prioritaires de garantir la sécurité des personnes et de réduire les dommages aux biens.
- \* de délimiter les zones non exposées au risque mais dans lesquelles les utilisations du sol doivent être réglementées, et ce, afin d'éviter l'aggravation des risques en zones vulnérables.

- \* de définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui incombent aux

particuliers, aux exploitants et aux collectivités publiques et qui doivent être prises pour éviter l'aggravation des risques et la limitation des dommages.

## 1-3 CADRE JURIDIQUE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

### 1-3-1 Textes légaux :

- arrêté du préfet des Bouches du Rhône, en date du 13 décembre 2021, portant ouverture et organisation d'une enquête publique sur le projet d'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Inondation par débordement de l'Arc sur le territoire de la commune de CABRIES. *(Cf annexe 1)*
- articles L123.1 à L 123-18 et R123.1 à R123-27 du Code de l'Environnement relatifs aux enquêtes publiques comportant des opérations susceptibles d'affecter l'environnement,
- articles L 562-1 à L 562-9 et R 562-1 à R 562-11 du Code de l'Environnement pour la définition des PPRN.

### 1-3-2 : Désignation du commissaire enquêteur :

Vu la lettre du Préfet des Bouches du Rhône, enregistrée au greffe du Tribunal Administratif de MARSEILLE le 22 novembre 2021, et demandant la désignation d'un commissaire-enquêteur pour conduire la présente enquête publique

**Vu la décision n° E21000123/13, en date du 01 décembre 2021**, de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de MARSEILLE, cette demande a fait l'objet de la décision suivante dans son article 1er :

« Monsieur **Jacques OGUER** est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus. » *(Cf annexe 1)*

## 1-4 COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE

Le dossier d'enquête avec toutes les pièces mis à la disposition du public, était constitué des documents suivants :

- 1-4.1 L'arrêté préfectoral du 13 décembre 2021 PREF 13 ( 5 pages)
- 1-4.2 Lettre Préfet 13 à la Maire de CABRIES du 15 décembre 2021 (1 page)
- 1-4.3 L'avis d'enquête du décembre 2021 (2 pages) et mesures COVID
- 1-4.5 Le rapport de présentation (82 pages)
- 1-4.6 Le Règlement (64 pages)
- 1-4.7 La cartographie du Zonage Réglementaire (16 pages)
- 1-4.8 La cartographie de l'Aléa (16 pages)
- 1-4.9 La cartographie des Enjeux (16 pages)
- 1-4.10 La cartographie des Plus Hautes Eaux (16 pages)
- 1-4.11 Définition de l'aléa inondation par le bureau d'études INGEROP (106 pages)
- 1-4.12 Analyse topographique complémentaire par le bureau d'études INGEROP  
Évolution de l'aléa inondation sur les communes de CABRIES, BOUC BEL AIR et  
SIMIANE-COLLONGUE (60 pages)

L'ensemble du dossier, constitué de **284** pages , côté et paraphé par le commissaire-enquêteur, est resté à la disposition du public pendant toute la période réglementaire de l'enquête, dans la mairie de CABRIES, Services de l'urbanisme, ou sur table pendant les permanences du commissaire-enquêteur.

# CHAPITRE 2

## ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE

### 2-1 : ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

#### 21-1 : ARRETE PREFECTORAL DU PREFET DES BOUCHES DU RHONE *(Cf annexe 1)*

▪ Dans le cadre de la présente enquête, le Préfet des Bouches du Rhône a pris un arrêté en date du 13 décembre 2021 (soit 32 jours avant son début) par lequel il prescrit l'ouverture de l'enquête publique et fixe les conditions de son déroulement. Dans cet arrêté préfectoral, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône:

- Rappelle l'objet de l'enquête s'agissant du projet de PPRi du fleuve l'ARC et de ses affluents sur la commune de CABRIES
- En fixe la durée à 33 jours du jeudi 13 janvier 2022 au lundi 14 février 2022 inclus,
- Rappelle la désignation nominative du commissaire-enquêteur,
- Cite le lieu d'enquête, en l'occurrence la mairie de CABRIES
- Indique que le dossier d'enquête est à la disposition du public dans cette mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture, qui lui sont spécifiques,
- Mentionne que le dossier et le registre d'enquête, doivent être cotés et paraphés par le commissaire-enquêteur
- Précise que le public pourra sur place et dans ces créneaux horaires, consigner sur le registre ouvert à cet effet ses observations et propositions
- Informe par ailleurs que le dossier d'enquête est, pendant toute la durée de l'enquête, consultable sur le site internet de la Préfecture des Bouches du Rhône et qu'il peut également être consulté sur place à partir d'un poste informatique mis à la disposition dans un bureau de la Préfecture,
- Précise que toute personne peut se faire communiquer le dossier sur sa demande et à ses frais,
- Fixe le lieu et le calendrier des permanences où le public pourra s'entretenir directement avec le commissaire-enquêteur, à savoir :

**\* le jeudi 13 janvier 2022 de 09h00 à 12h00**

**\* le mercredi 19 janvier 2022 de 13h30 à 16h30**

**\* le mardi 25 janvier 2022 de 09h00 à 12h00**

**\* le vendredi 04 février 2022 de 13h30 à 16h30**

**\* le lundi 14 février 2022 de 13h30 à 16h30**

▪ Récapitule les 4 possibilités offertes au public pour consigner ses propositions et observations :

**\* sur le registre papier déposé en mairie**

**\* sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert de manière complémentaire sur un site spécial**

**\* par courriel sur une adresse dédiée et indiquée dans l'arrêté**

**\* par courrier postal adressé au commissaire-enquêteur au siège de l'enquête**

▪ Demande au commissaire-enquêteur d'entendre la Maire de CABRIES, une fois consigné ou annexé au registre d'enquête l'avis du Conseil Municipal,

▪ Rappelle à la Maire les formalités usuelles et légales à observer pour la publicité de l'enquête

qui se fait par voie d'affichage de l'avis d'enquête dans la mairie concernée. Quant à la Préfecture, elle doit le diffuser également par voie de presse dans deux journaux locaux selon un calendrier précis et réglementaire. Elle le publie en outre par voie dématérialisée sur son site Internet,

- Fixe le calendrier auquel doit se conformer le commissaire-enquêteur, à l'issue de la clôture de l'enquête publique : 8 jours pour rencontrer le responsable de projet (DDTM 13), lui communiquer le PV de synthèse des observations orales et écrites consignées et qui aura ensuite 15 jours pour produire ses observations éventuelles. A réception de sa réponse, le commissaire-enquêteur disposera alors à son tour de 15 jours pour transmettre au Préfet avec copie au Tribunal administratif, son rapport avec ses conclusions motivées,

- Informe que le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront à la disposition du public, en Préfecture des Bouches du Rhône et sur son site internet, pendant un an,

- Conclut qu'au terme de l'enquête, le projet de PPRi éventuellement modifié, sera approuvé par arrêté préfectoral. Il vaudra alors servitude publique et sera annexé au PLU de CABRIES.

## **21-2 DEMARCHES PRELIMINAIRES DE LA COMMISSION D'ENQUETE AVANT L'OUVERTURE DE L'ENQUETE :**

- **02 décembre 2021** : réception, par mail, de la décision de désignation par le Tribunal Administratif de MARSEILLE, en date du 1er décembre 2021, de monsieur Jacques OGUER, en tant que commissaire-enquêteur.

- **03 décembre 2021** : contact téléphonique avec Mme PERFETTO, du Bureau de l'Utilité Publique, de la Concertation et de l'Environnement chargé de l'organisation de l'enquête (AOE) pour le compte du Préfet. Prévision dates enquête publique.

- **05 décembre 2021** : réception, par courrier du TA MARSEILLE, de l'arrêté de désignation en tant que commissaire-enquêteur, et du dossier de présentation du PPRi de CABRIES. -

- **07 décembre 2021** : réception du dossier d'enquête dématérialisé adressé par FOURNIER-ZAMORANO, de la préfecture des Bouches du Rhône.

- **07 décembre 2021** : contacts téléphoniques et échanges de mails avec madame FOURNIER-ZAMORANO pour communication des dates de l'enquête publique, à savoir du **jeudi 13 janvier 2022 au lundi 14 février 2022** et d'en fixer les jours de permanence en mairie de CABRIES , défini comme tels :

- **jeudi 13 janvier 2022 de 09h00 à 12h00**
- **mercredi 19 janvier 2022 de 13h30 à 16h30**
- **mardi 25 janvier 2022 de 09h00 à 12h00**
- **vendredi 04 février 2022 de 13h30 à 16h30**
- **lundi 14 février 2022 de 13h30 à 16h30**

- **08 décembre 2021** : échanges de mails avec monsieur VENEZIANO-BROCCIA pour organisation réunion à la DDTM 13, en vue présentation des dossiers PPRi de CABRIES, SIMIANE-COLLONGUE et BERRE L'ETANG. Date finalement fixée au vendredi 07 janvier 2022 à 09h30.

- **13 décembre 2021** : envoi mail, par madame FOURNIER-ZAMORANO, de l'arrêté préfectoral , en date du 13 décembre 2022, fixant l'ouverture de l'enquête publique portant sur le PPRi de CABRIES.

- **16 décembre 2022** : réception de l'avis d'enquête publique en date du 15 décembre 2022, de la Préfecture 13. *(Cf annexe 1)*

- **1ère quinzaine de décembre** : étude du dossier de présentation et du dossier d'enquête du PPRi CABRIES.

- **07 janvier 2022 (09h30 - 12h00)** , rencontre préalable du commissaire enquêteur avec le responsable de projet à la DDTM13. Réunion pour présentation aux commissaires-enquêteurs, par messieurs VENEZIANO-BROCCIA et VARGELLI, des PPRi soumis à enquête publique de CABRIES, SIMIANE-COLLONGUE et BERRE L'ETANG VENEZIANO-BROCCIA et



VARGELLI.

A l'issue, remise du dossier d'enquête papier au commissaire-enquêteur.

- **10 janvier 2022 (09h30-13h00)** : réunion, en mairie de CABRIES, avec madame Michèle LUCIANI, directrice de l'urbanisme et madame Corinne NANNERO-LAUZE, responsable Foncier et PLU. Discussion sur le PPRi, en présence de monsieur VENEZIANO-BROCCIA venu déposer le dossier d'enquête consultable par le public et le registre d'observations. A l'issue, cotation et paraphage de l'ensemble des dossiers à présenter au public.

- **10 janvier 2022 (13h30/15h30)** : transport sur sites à risques sur CABRIES et le village de CALAS.

## 2-2 INFORMATION DU PUBLIC

Conformément aux art L 123-10 et R 123-11 du Code de l'Environnement et suivant les instructions de l'art 4 de l'arrêté du Préfet des Bouches du Rhône, la publicité de cette enquête publique a été réalisée comme suit :

➤ Parutions dans la presse régionale : l'avis d'enquête publique a été publié quinze jours au moins avant son début, dans les deux journaux suivants :

- La Provence : le vendredi 24 décembre 2020
- La Marseillaise : le vendredi 24 décembre 2020

et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête :

- La Provence : le lundi 17 janvier 2022
- La Marseillaise : le lundi 17 janvier 2022

Les formalités relatives aux parutions de l'avis d'enquête dans la presse régionale ont donc été parfaitement respectées. Une copie de chaque insertion de l'avis d'enquête a été dès la parution, versée au dossier d'enquête. *(Cf annexe 2)*

➤ Affichage en mairie : l'arrêté préfectoral et l'avis d'enquête destiné à annoncer les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête publique, ainsi que ses modalités d'organisation, notamment les dates et heures de permanence en mairie d'un commissaire enquêteur, ont été apposés aux endroits suivants :

- Sur les panneaux d'affichage à l'entrée de la mairie de CABRIES et de la mairie annexe de CALAS.

➤ Le certificat d'affichage signé de la maire de CABRIES . *(Cf annexe 3)*

➤ Publication sur le site Internet de la mairie, suite à la réunion avec la Maire et à la demande expresse du commissaire-enquêteur, une publication concernant le PPRi et l'ouverture de l'enquête publique a été portée sur le site « CABRIES.FR » et ce, jusqu'à la date de clôture de l'enquête publique.



➤ Publication sur le site internet de la Préfecture des Bouches du Rhône : avant, pendant et après la période d'enquête publique, l'avis d'enquête publique était consultable et téléchargeable sur le site internet de la Préfecture des Bouches du Rhône (vérifié par à plusieurs reprises par le



## 2-3 CONDITIONS D'EXECUTION

Pour ses permanences, la mairie de CABRIES a mis à la disposition du commissaire-enquêteur une salle de réunion, sise dans les locaux du service de l'urbanisme, route de Violesi, disposant d'un accès pour les personnes à mobilité réduite. Ce local est suffisamment spacieux pour y présenter sur table le dossier d'enquête et déplier un plan. Il permet également d'assurer la confidentialité des entretiens.

## 2-4 CLIMAT DE L'ENQUETE

Pendant ces cinq permanences, la fréquentation du public a été relativement importante. Les permanences se sont déroulées dans le calme. Toutes les personnes qui ont consulté le dossier et rencontré le commissaire enquêteur, ont eu loisir de s'exprimer librement, de faire part de leurs observations sur le projet soumis à enquête, de formuler des demandes particulières ou de trouver des explications à leurs interrogations.

Celles-ci portaient essentiellement sur le changement de classement de parcelles leur appartenant, au regard d'un nouveau découpage de la carte des aléas, ce qui entraîne des problèmes quant à la donation de parcelles constructibles à leurs enfants voire, pour certains, de grosses pertes financières, leurs terrains n'étant plus constructibles.

Bon nombre de ces personnes, résidentes depuis des décennies sur la commune, ne comprennent pas cette nouvelle évaluation des risques d'inondations.

## 2-5 CLOTURE DE L'ENQUETE

La clôture de l'enquête publique a été effective le 14 février 2022, à 16 heures 30, heure habituelle de fermeture de la mairie. Conformément aux instructions de l'arrêté préfectoral, le commissaire-enquêteur a procédé à la clôture du registre. Ce dernier, ainsi que le dossier d'enquête, seront remis dans les délais fixés, à la préfecture des Bouches du Rhône.

# CHAPITRE 3

## ANALYSE DU DOSSIER ET OBSERVATIONS

### 3-1 : PRESENTATION DU DOSSIER SOUMIS A ENQUETE PUBLIQUE

#### 31-1 : ANALYSE TECHNIQUE DU DOSSIER

Le dossier du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles inondations débordements de cours d'eau (PPRi) de l'Arc et affluents sur la Commune de CABRIES a été élaboré par les Services de la Direction des Territoires et de la Mer des Bouches du Rhône (DDTM 13). Il est constitué de différents documents

#### 31-2 : LA NOTICE DE PRESENTATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Elle se présente en trois parties.

*\* Les objectifs d'un plan de prévention du risque d'inondation.*

La notice définit la nature du PPRi (outil réglementaire valant servitude d'utilité publique) ainsi que la notion de risque naturel. Elle développe les raisons (aléa, risque, vulnérabilité) qui ont motivé la décision de l'État d'élaborer un PPRi sur le bassin de l'Arc et ses affluents sur la commune de CABRIES : anthropisation, urbanisation précoce dès le début du XXème siècle, artificialisation progressive des sols, intensification de la densification depuis les années 1980.

L'étude réalisée par le bureau d'études INGEROP, à la demande de la DDTM13, a contribué à la réalisation du PPRi pour réduire la vulnérabilité des personnes et des biens existants, maîtriser l'urbanisation des zones les plus exposées et préserver les zones d'expansion des crues de toute urbanisation.

*\* Les grandes étapes d'élaboration du PPRi*

Elles sont précisées de manière chronologique :

- Arrêté de prescription,
- Élaboration technique du projet en lien avec l'Agence d'Urbanisme de l'agglomération marseillaise (AGAM),
- Consultation des personnes et organismes associés,
- Enquête Publique,
- Analyse du rapport d'enquête,
- Approbation du PPRi.

*\* La méthode d'élaboration*

Même si elle est encadrée par des directives nationales, des explications précises et accessibles à tous sont données en termes d'évaluation de l'aléa, de détermination des enjeux et d'établissement du zonage réglementaire accompagné du règlement associé.

Sur des planches au format A4 sont matérialisées les cartes d'aléa, d'enjeux, des plus hautes eaux et de zonage réglementaire PPRi (bleu clair, bleu foncé, rouge et violet).

La notice est complétée par :

- Les avis des personnes et organismes associés: département des Bouches-du-Rhône, Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, Syndicat du Bassin d'Aménagement de l'Arc (SABA), la mairie de CABRIES et l'Autorité Environnementale.

- Le bilan de la phase de concertation avec les compte-rendus de réunions publiques tenues par visioconférence en raison du COVID.

## **3-2 : DOSSIER PPRi PROPREMENT DIT**

Il se compose des pièces suivantes :

### ***32-1. RAPPORT DE PRESENTATION***

Dans sa première partie, il situe le fleuve côtier qu'est l'Arc et ses affluents dans leur environnement géographique naturel. Il en définit leurs caractéristiques méditerranéennes : faibles débits contrebalancés par des crues violentes, marquées par des débits importants atteints très rapidement en cas de pluies intenses. Il décrit le profil en long du cours d'eau et localise les risques d'inondation.

Il relate l'historique des différentes crues survenues au cours du XXème siècle, notamment celles d'octobre 1972 et 1973, janvier 1978, septembre 1993, d'octobre 1973 et 1978, de décembre 2003, de septembre 2005 et de décembre 2008. Il détermine celle de référence à partir des caractéristiques hydrologiques (pluies) de septembre 1993, ce qui correspond à la pluie la plus forte enregistrée dans les environs et appliqué au bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat.

Dans une deuxième partie, sont abordées les mesures de protection des personnes et des biens, rendues nécessaires par les catastrophes d'ampleur nationale, survenues dans les 30 dernières années. L'action de la collectivité prend trois formes principales :

- l'alerte et la gestion de crise avec la mise en place d'un Service de Prévention des Crues et d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS)

- la protection avec le schéma Directeur d'Aménagement des Eaux Rhône Méditerranée (SDAGE) qui fixe les orientations pour la gestion de l'eau, incite les collectivités à une application complète de la compétence GEMAPI, ces démarches contribuant aux objectifs du Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI).

- la prévention par la mise en place d'un Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM), par l'information de la population et par les plans de Prévention des Risques Naturels.

Dans une troisième partie, il est défini les caractéristiques du PPRi de CABRIES, de l'aléa au risque, en tenant compte des enjeux. L'aléa est caractérisé par l'événement de référence, à savoir l'événement pluvieux de septembre 1993 et la réaction du cours bassin versant du Grand Vallat et de la Petite Jouïne face à cet événement. L'aléa du PPRi est considéré selon les classes suivantes :

- Modéré
- haut
- extrêmement
- faible
- Modéré
- Fort
- Très Fort

Les enjeux sont identifiés sur la base de visites de terrain, de l'utilisation du sol, du contexte humain et économique et des documents d'urbanisme. Les établissements recevant du public (ERP et établissements sensibles), les équipements de gestion de crise, les activités économiques sont repérés. En croisant les aléas et les enjeux apparaissent les principes du zonage et leur matérialisation cartographique par des couleurs, du violet au rouge, en fonction de l'intensité du risque.



# DÉFINITION DES ENJEUX

## Les zones peu ou pas urbanisées

Ce sont des espaces naturels ou agricoles qui peuvent jouer un rôle dans la dynamique des phénomènes tels que les zones d'expansion des crues pour les inondations par débordement ou les zones d'atterrissement pour les crues torrentielles. Ces espaces doivent être préservés de toutes urbanisations.

## LES ENJEUX COMPLÉMENTAIRES

### - Les établissements sensibles ou difficilement évacuables

Ce sont des établissements recevant du public (ERP) dit sensibles (généralement de type R, U et J). Par exemple : les crèches, les écoles, les collèges, les lycées, les hôpitaux, les maisons de retraites, les centres pénitentiaires, ..

### - Les équipements nécessaires à la gestion de crise

Ce sont par exemple, les centres de secours (SDIS), la gendarmerie, la police, les services techniques, ...

### - Les infrastructures de transport

Elles sont essentielles pour assurer la desserte du territoire à la fois pour l'évacuation des personnes et l'acheminement des secours.

Croisement aléa – enjeux (occupation du sol)	Faible	Modéré	Fort	Très Fort	Résiduel
Zone Peu ou Pas Urbanisée (ZPPU)	Inconstructible				Constructible sous prescriptions
Autre Zone Urbanisée (AZU)	Constructible sous prescriptions		Inconstructible sauf renouvellement urbain avec réduction de la vulnérabilité		
Centre Urbain (CU)	Constructible sous prescriptions		Inconstructible sauf : - Dents creuses - Renouvellement urbain avec réduction de la vulnérabilité	Inconstructible sauf renouvellement urbain avec réduction de la vulnérabilité	

Les annexes reprennent le schéma d'élaboration d'un PPRN, les panneaux exposés dans les mairies pendant la phase de concertation, l'étude pour la réduction de l'aléa inondation sur le bassin versant Jouïne-Grand Vallat, la définition de l'aléa inondation et la cartographie du risque inondation, établi en 2018 par INGEROP et la DDTM 13, sur les communes de CABRIES, BOUC BEL AIR et SIMIANE-COLLONGUE.

## - 32.2. REGLEMENT

En préambule dans un lexique, le Règlement s'attache à définir un grand nombre de termes techniques (abri ouvert, cote NGF, crue historique, embâcle, mitigation, zone refuge ...) et de notion (vulnérabilité d'usage). Il reprend ensuite les dispositions générales et précise les règles de reconstruction d'un bâtiment détruit par un sinistre, les règles applicables aux projets, les règles applicables aux constructions existantes ainsi que les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

### **32-21 : dispositions générales**

Le règlement s'applique aux villages de CABRIES et de CALAS, constituant la commune de CABRIES. Il fixe les règles d'implantation des constructions nouvelles et de leurs extensions ainsi que tous les travaux liés. Il définit aussi des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde pour les bâtiments actuels des particuliers ou collectivités. Les règles du PPRi s'appliquent toujours en concomitance de celles des PLU, à savoir que la règle la plus contraignante s'appliquera.

### **32-22 : dispositions applicables à la zone rouge**

Cette zone est exposée à des aléas forts, ainsi sont interdits les constructions, installations et travaux précisés au règlement. Sont admis certains projets limités sous réserve de prescriptions techniques particulières d'urbanisme ou de construction.

### 32-23 : dispositions applicables à la zone violette

Cette zone correspond à des aléas forts. Sont interdits les constructions, les travaux et les installations précisés par le règlement. Sont admis certains projets sous réserve de prescriptions qui permettront l'évolution et le renouvellement des constructions anciennes.

### 32-24 : dispositions applicables à la zone bleu clair

Cette zone correspond à des aléas modérés. Sont interdits les constructions, travaux et installations définis dans le règlement. Sont admis certains projets limités sous réserve de prescriptions techniques particulières d'urbanisme ou de construction moins contraignante que celles prévues en zone rouge.

### 32-25 : dispositions applicables à la zone blanche

La zone blanche correspond au secteur où aucun aléa n'a été déterminé. Ainsi sont admis certains projets sous réserve des prescriptions édictées par le règlement.

Tableau projets neufs :

Projet neuf (hors cadre démolition reconstruction)										
Types d'opérations	ZEC	Zones Peu ou Pas Urbanisées (ZPPU)			Autres Zones Urbanisées			Centre Urbain		
		Aléa Modéré	Aléa Fort	Aléa Très Fort	Aléa Modéré	Aléa Fort	Aléa Très Fort	Aléa Modéré	Aléa Fort	Aléa Très Fort
	Zone Rouge	Zone Rouge	Zone Rouge	Zone Rouge	Zone Bleu Clair	Zone Orange		Zone Bleu Foncé	Zone Orange	Zone Violette
Limitation d'emprise au sol	30 % de la zone inondable ou 50 % si le projet est transparent						sans limite d'emprise au sol			
Création ERP sensibles et stratégiques	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT
Création ERP (Catégorie 1, 2 et 3)	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT
Création de bâtiments de logement	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	AUTORISÉE	INTERDIT	AUTORISÉE	AUTORISÉE	INTERDIT	AUTORISÉE
Création de bâtiments d'activité	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	AUTORISÉE	INTERDIT	AUTORISÉE	AUTORISÉE	INTERDIT	AUTORISÉE
Opération de renouvellement urbain	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	INTERDIT	AUTORISÉE	INTERDIT	AUTORISÉE	AUTORISÉE	INTERDIT	AUTORISÉE

Tableau projets reconstruction :

Reconstruction (reconstruction après sinistre, opération démolition/reconstruction, opération de reconstruction sur un site ayant fait par le passé l'objet d'un démolition)										
Types d'opérations	ZEC	Zones Peu ou Pas Urbanisées (ZPPU)			Autres Zones Urbanisées			Centre Urbain		
		Aléa Modéré	Aléa Fort	Aléa Très Fort	Aléa Modéré	Aléa Fort	Aléa Très Fort	Aléa Modéré	Aléa Fort	Aléa Très Fort
	Zone Rouge	Zone Rouge	Zone Rouge	Zone Rouge	Zone Bleu Clair	Zone Orange		Zone Bleu Foncé	Zone Orange	Zone Violette
Reconstruction de biens détruits par l'effet d'une crue	INTERDIT									
Reconstruction à l'identique des bâtiments détruits par un sinistre autre que l'inondation	AUTORISÉE									
Reconstruction ERP sensibles et stratégiques	AUTORISÉE									
Reconstruction ERP (Catégorie 1, 2 et 3)	AUTORISÉE									
Reconstruction de bâtiments de logement et d'activité	AUTORISÉE									

## - 32.3. ZONAGE REGLEMENTAIRE A L'ECHELLE 1/5 000°

Le zonage réglementaire comporte un plan d'assemblage ainsi que 11 cartes sur fond de photo aériennes sur lesquelles sont repris les quatre zonages réglementaires :

bleu clair : zone urbanisée soumise à un aléa modéré

orange : zone urbanisée soumise à un aléa fort ou modéré,  
rouge : secteurs où s'applique un principe général d'inconstructibilité,  
violet : secteurs d'aléa résiduel

#### - 32.4. CARTOGRAPHIE DE L'ALEA A L'ECHELLE 1/5 000°

La cartographie de l'aléa matérialise la crue exceptionnelle, le lit mineur aérien, les biefs couverts et les ouvrages (plan d'assemblage et 11 cartes sectorielles).

La parution du décret N°2019 715 du 5 juillet 2019 relatif aux plans de prévention des risques concernant les « aléas débordement de cours d'eau et submersion marine » vient apporter un encadrement réglementaire de la caractérisation des aléas. Il introduit une évolution forte de la caractérisation de ces aléas.

Celle-ci reposait historiquement sur le croisement du maximum des hauteurs de submersion et des vitesses d'écoulement. L'article R562-11-4 du code de l'environnement impose désormais la prise en compte d'un critère plus complexe de dynamique « lié à la combinaison de la vitesse d'écoulement de l'eau et de la vitesse de montées des eaux »

#### - 32.5 CARTOGRAPHIE DES ENJEUX A L'ECHELLE 1/5 000°

La cartographie des enjeux distingue entre les autres zone urbanisées (AZU), le centre urbain (CU), les zones pas ou peu urbanisées (ZPPU)) - (plan d'assemblage et 11 cartes sectorielles).

Croisement aléa – enjeux (occupation du sol)	Faible	Modéré	Fort	Très Fort	Résiduel
Zone Peu ou Pas Urbanisée (ZPPU)	Inconstructible				Constructible sous prescriptions
Autre Zone Urbanisée (AZU)	Constructible sous prescriptions		Inconstructible sauf renouvellement urbain avec réduction de la vulnérabilité		
Centre Urbain (CU)	Constructible sous prescriptions		Inconstructible sauf : - Dents creuses - Renouvellement urbain avec réduction de la vulnérabilité	Inconstructible sauf renouvellement urbain avec réduction de la vulnérabilité	

#### - 32-6. CARTOGRAPHIE DES PLUS HAUTES EAUX (PHE) DE LA CRUE DE REFERENCE A L'ECHELLE 1/5 000°

Cette cartographie est traduite sur un plan d'assemblage complété par onze cartes sectorielles sur lesquelles figurent les points de hauteur relevés ainsi qu'un dégradé de bleu qui met en relief les zones d'épandage des crues avec des hauteurs d'eau de moins de 25 cm (bleu clair) à plus de 1.5 mètre (bleu foncé).

#### Commentaire du commissaire-enquêteur :

- bien que les cartographies figurant dans le dossier d'enquête soient parfaitement lisibles, la DDTM 13 a été sensibilisée sur le fait qu'il est plus facile de présenter au public des cartes à grandes échelles que des petites. Ainsi, il a été mis à notre disposition une carte de zonage réglementaire et une carte d'aléa, à grande échelle, qui ont été dépliées sur une table dans la salle de permanence. Cette disposition a été largement appréciée par les personnes qui se sont présentées devant le commissaire-enquêteur.

- Pour une meilleure compréhension de la définition des zones constructibles, les tableaux

### **3-3 : CONSULTATION DES « PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIES » (P.O.A)**

**- La chambre d'agriculture des Bouches du Rhône :**

Cette administration émet un avis favorable au projet du PPRi en souhaitant que soient prises en compte les spécificités de l'activité agricole et des constructions nécessaires à celle-ci.

**- Syndicat d'aménagement du Bassin de l'Arc (SABA)**

Le SABA tient à rappeler que les zones inondables n'ont pas à être urbanisées. Il précise que même si PPRi et SAGE vont dans le même sens et sont compatibles, ce dernier va plus loin et affirme sa position de prendre en référence le lit majeur hydrogéomorphologique et interdit, par ailleurs tout dépôt de remblais en zones inondables.

**- Département des Bouches du Rhône**

Dans son avis technique, le département 13 relève, dans le Règlement (C-1) l'interdiction de la reconstruction de biens détruits par une crue, ce qui risque d'être bloquant pour les infrastructures de transport. Il sollicite, au regard de sa compétence l'autorisation de pouvoir réaliser tous les travaux et réparations utiles sur les voies routières.

**- Autorité environnementale**

Le PPRi n'étant pas susceptible d'avoir des incidences application notables sur l'environnement et en application du Code de l'Environnement, l'élaboration du PPRi n'est pas soumise à évaluation environnementale.

**- Mairie de CABRIES**

Le conseil municipal de CABRIES, dans une délibération en date du 28 septembre 2021, donne un avis favorable au projet du PPRi avec des observations qui seront détaillées lors de l'entretien avec la Maire de la Commune.

*Observations du commissaire-enquêteur : les avis complets des P.O.A sont intégrés au présent rapport et figurent en **annexe 4**.*

### **3-4 : ANALYSE ET OBSERVATIONS DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR**

***Commentaires du commissaire-enquêteur sur le dossier :***

*- l'ensemble du dossier d'enquête est facilement compréhensible de tout public et donne des indications claires et précises sur le projet du PPRi CABRIES.*

*- la compréhension du Règlement est également facilitée par la mise en œuvre de couleur selon les zones et la distinction entre les projets autorisés et les projets interdits en donnant des explications précises quant à la création de bâtiments neufs, aux interventions sur les bâtiments existants, à la reconstruction de bâtiments existants et au stationnement des véhicules et aux autres projets.*

***Observations du commissaire -enquêteur sur « LE GRAND VALLAT »***

*- Lors de son transport sur sites, Chemin des Vaneu, Chemin de l'Oratoire, chemin de la*

*Brasse et avenue Marcel Mattéoda à CABRIES, voies situées à proximité immédiate du ruisseau*



*« le Grand Vallat », le commissaire-enquêteur a pu constater que par endroits, son lit et ses berges, ne sont pas ou peu entretenus. Il est certain qu'en cas de fortes pluies et de montée des eaux, les arbres et la végétation pourraient être emportés et constituer des embâcles pouvant alors faire obstacle à la libre circulation de l'eau.*

***Il serait donc opportun que des dispositions soient prises afin que des travaux d'entretien soient rapidement entrepris pour palier à ce problème.***



le Grand Vallat , chemin de l'Oratoire



le Grand Vallat, au pont chemin de l'Oratoire/av. Cassin



le Grand Vallat, chemin des Vaneu, jour de fortes pluies



le Grand Vallat à la fin du Chemin des Vaneu



berge du Grand Vallat, chemin de l'Oratoire



berge du Grand Vallat, chemin de la Brasse



### Observations du commissaire- enquêteur sur le CD 953

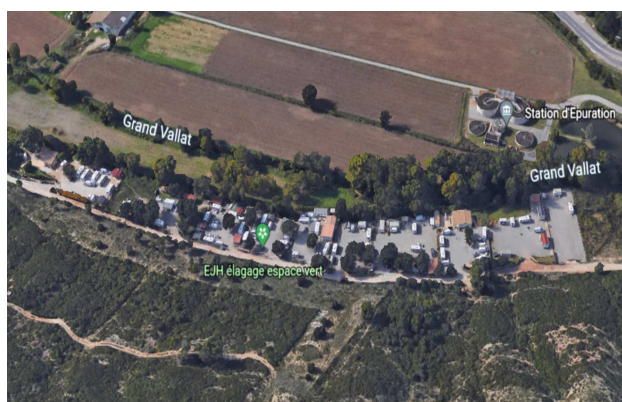
*Un ouvrage de retenue des eaux a été réalisé sur le CD 913, en face des installations du Golf de la Cabre, en direction du village de CALAS. Cette installation est destinée à prévenir tout mouvement de terrain et favoriser l'écoulement des eaux entre CALLAS et l'avenue Jean-Moulin. Le site est parfaitement entretenu.*



### Observations du commissaire enquêteur sur le chemin des Vaneu

*Même si ces éléments ne se rapportent pas directement au PPRi, il est également à signaler que plusieurs parcelles, clôturées et fermées par portail, situées entre le 1217 et le 1529, Chemin des Vaneu, comportent des maisons d'habitations ou installations en dur, ainsi que de nombreuses structures mobiles, caravanes et mobil-homes. toutes construites ou stationnées, d'après la mairie de CABRIES, sur des terrains agricoles sans qu'aucune demande n'ait été déposée en ce sens*

*Au regard de la proximité immédiate du « Grand Vallat » et de la topographie des lieux ( zone de plaine), il est certain que les risques encourus par les personnes résidant sur ces terrains sont très importants lors de fortes pluies pouvant entraîner le débordement du ruisseau.*



1217 à 1529 chemin des Vaneu

## **3-5 : AUDITION DE MADAME LA MAIRE DE CABRIES**

**- Le 19 janvier 2022, un entretien avec Madame Amapala VENTRON, maire de CABRIES, s'est déroulé en mairie, en la présence de madame LUCIANI, directrice de l'urbanisme :**

**- La maire souligne que le conseil municipal a donné un avis favorable au projet du PPRi, rendu nécessaire par les risques d'inondation pouvant intervenir sur la commune, en raison de la présence de plusieurs cours d'eau, notamment le Grand Vallat.**

**- Elle indique que la détermination des enjeux, définition de ZPPU ou autre ZU sur la commune, ont fait l'objet de nombreuses discussions car ils ne correspondaient pas toujours à la vision de la commune et les zonages du PLU, ce qui crée des interdictions de construire sur des zones U du**

PLU, mais en zone peu ou pas urbanisée du PPRI.

- Une adaptation de la définition des enjeux en zonage PLU est donc nécessaire à la nécessité de construction de logements sociaux sur un aléa modéré alors que des parcelles voisines sont largement bâties. Elle cite les quartiers des « Grandes Terres », « Violési » et ceux situés au du pied du village.

- Madame VENTRON soulève un problème d'urbanisation sur sa commune qui subsiste depuis des années. Ainsi, pendant longtemps, 1/3 de la population n'était pas reliée à l'eau publique, plus de 50% des projets routiers sont soumis à la loi sur l'eau et aucune planification des permis de construire n'avait été mise en place par les anciennes municipalités.

- Depuis son élection, elle est très prudente sur la délivrance de nouveaux permis de construire et cherche à favoriser la construction pour les jeunes originaires de la commune.

- Elle aborde également certains problèmes rencontrés au niveau du Golf de la Cabre situé à CALAS, et dont des terrains sont loués par la mairie, au sujet de la réalisation de travaux concernant l'écoulement des eaux. Ce dossier est suivi par les avocats de la Mairie et des propriétaires.

- En fin d'entretien, madame la Maire apporte des commentaires sur la délibération du conseil municipal, en date du 28 septembre 2021, qui émet un avis favorable au projet du PPRI, en l'assortissant à des réserves liées à :

- la parcelle cadastrée AM73 sur laquelle la commune, propriétaire, souhaite réaliser une construction de type halle couverte mais hydrauliquement transparentes de près de 1000 m<sup>2</sup>. Cette parcelle occupe une position centrale jouxtant le village, l'école Trébillane et la maison des associations. Ce projet est très attendu des habitants.

- l'adaptation de la définition des enjeux en zonage PLU à la nécessité de sortir de l'état de carence en matière de logements sociaux. Dans plusieurs secteurs, le croisement entre la caractérisation en ZZPU au lieu de AZU et l'aléa, ne favorisent pas la mise en œuvre du programme de logements sociaux imposée par l'état alors que les parcelles voisines des secteurs concernés sont parfois largement bâties.

*Commentaires du commissaire-enquêteur : Il est à noter que l'extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal de CABRIES, en date du 28 septembre 2021, figure déjà dans le dossier d'enquête publique, dans le paragraphe « AVIS DES P.O.A »*

### **3-7 - OBSERVATIONS DU PUBLIC, ORALES OU ECRITES SUR LE REGISTRE DEPOSE EN MAIRIE, PAR MAIL OU SUR LE REGISTRE DEMATERIALISE**

#### **37-1 - Relevé de la fréquentation et des interventions du public lors des permanences.**

<i>date des permanences</i>	<i>Personnes reçues posant des questions orales</i>	<i>Personnes reçues ayant inscrit des observations sur le registre</i>
<b>13/01/22</b>	1	2
<b>19/01/22</b>	0	4
<b>25/01/22</b>	2	2
<b>04/02/22</b>	1	5
<b>14/02/22</b>	0	4

### 37-2 - Les observations portées sur le registre d'enquête.

- **17 observations** nécessitant une réponse de la DDTM 13 ont été déposées sur le registre d'enquête. Elle sont répertoriées par « **Obs /nmr registre**»

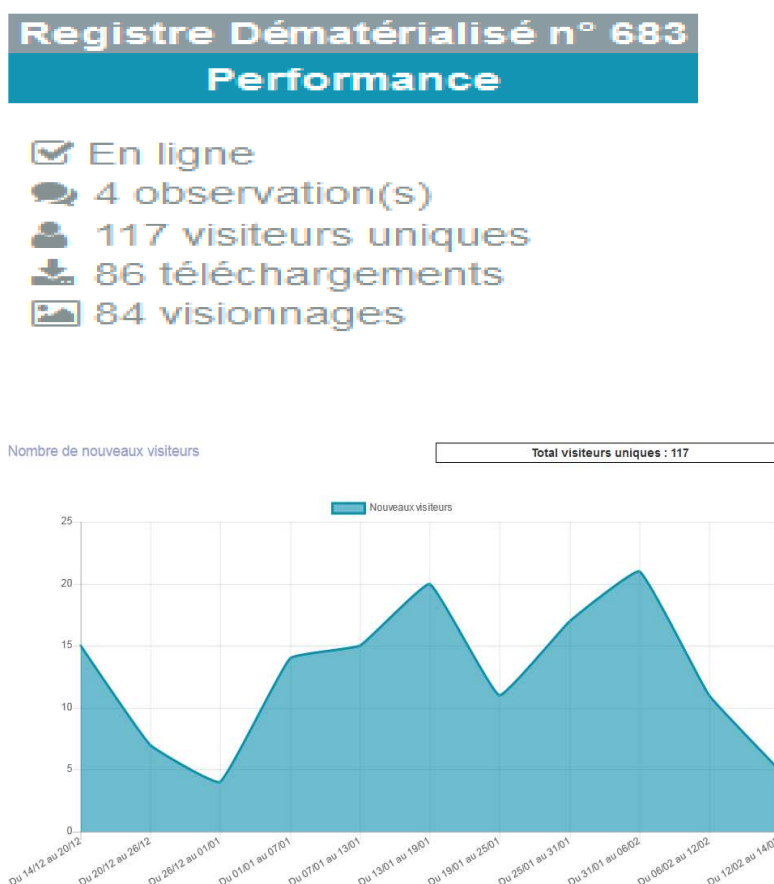
- **3 observations** concernent de simples échanges avec le commissaire-enquêteur

Le registre d'enquête sera remis avec le rapport à la Préfecture 13. Une copie de ce document est joint en **annexe 5**.

#### Commentaires du commissaire-enquêteur

*Au cours de ces 5 permanences, un rappel a été fait au public sur la loi n°95-101 du 02 février 1995, relative au Fonds de Prévention des Risques Naturels, dite loi BARNIER et sur la possibilité qu'elle offre pour l'octroi de subventions concernant les actions de préventions des risques naturels des particuliers, ces subventions pouvant aller jusqu'à 10 % de la valeur vénale de leur bien. Il leur a également été précisé que les travaux doivent être réalisés dans un délai de 5 ans après la parution du PPRI. Le*

### 37-3 - Registre numérique « [www.registredemat.fr/PPRicabries](http://www.registredemat.fr/PPRicabries) »



- **04 observations** ont été déposées sur le registre numérique. Une seule a été prise en compte, deux faisant double emploi ( dépôt des mêmes observations lors de la permanence du commissaire-enquêteur) et une adressée à deux reprises. L'observation déposée (**4/RN**) figure dans son intégralité au PV de synthèse.

#### **Commentaires du commissaire-enquêteur :**

*Le public a été relativement présent à ce rendez-vous pour s'informer d'un plan majeur de prévention des risques inondation sur la commune de CABRIES et apporter ses observations lors des permanences du commissaire-enquêteur.*



*Par ailleurs, il faut souligner que le registre dématérialisé a été visité à 117 reprises, visionné 84 fois, téléchargé 86 fois, ce qui correspond à un intérêt important du public à ce projet PPRI.*

#### **37-4- Adresse Mail « PPRI-cabries@registredemat.fr »:**

Aucune observation n'a été adressée au commissaire-enquêteur par cette voie informatique

L'intégralité des observations formulées sur le registre papier et sur le registre numérique sont reprises intégralement dans le PV de synthèse. Ces dernières et les documents remis par le public sont joints au présent rapport (*Annexe 6*).

#### **Observations du commissaire-enquêteur**

*Les méthodes de cartographie des enjeux entraînant les nouveaux classements suscitent l'incompréhension du public, bon nombre des observations déposées indiquant qu'il n'a absolument pas été tenu compte des caractéristiques géographiques physiques pour l'élaboration du projet.*

## **CHAPITRE 4**

### **RELATIONS AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE**

#### **4-1 : PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE ET MEMOIRE EN REPONSE**

##### **41-1 : les observations du public**

Les observations déposées au cours de l'enquête concernent des situations individuelles, liées à des problèmes de zonage, la majorité des propriétaires de parcelles voyant leur classement passer de ZU à ZPPU et par conséquent devenir de constructibles à inconstructibles en raison des aléas. Cette situation est incomprise de tous car les zones classées ZPPU par le projet du PPRI sont devenues fortement urbanisées. Certains d'entre-eux ont fait réaliser des expertises géologiques et hydrologiques par des cabinets spécialisés dont INGEROP.

La DDTM 13 s'étant engagée à adresser des réponses individuelles à chaque personne ayant déposé des observations, ces dernières, parfois très détaillées et accompagnées de documents, ont été reprises dans leur intégralité dans le procès-verbal de synthèse et seront intégrées en «question-réponses» après la réception du « mémoire en réponse » de la DDTM13.

La majorité des observations concernant deux quartiers, la rue de VIOLESI et l'avenue Eugène MIRABEL.

##### **41-2 : questions du commissaire enquêteur**

##### **Secteur de la route de Violesi :**

*Plusieurs propriétaires de parcelles situées dans la partie haute de la route de Violesi s'interrogent sur le nouveau classement du PPRI. Des travaux ont été réalisés, à titre privé, pour faciliter l'écoulement naturel de l'eau et des dispositions ont été prises pour protéger les habitations*

( enrochements, vide-sanitaires....). Cette zone, classée ZPPU, est maintenant fortement urbanisée, certaines constructions étant encore en cours de réalisation, ce qui peut interroger. Par ailleurs,

d'un point de vue topographique, la partie supérieure de ce quartier est située à d'altitude à 200 mètres d'altitude et sa partie basse à 95 mètres, un dénivelé relativement important existe donc pour favoriser l'écoulement naturel de l'eau.

***Au regard de ces éléments, est-il envisagé un nouvel examen en vue d'une modification du classement actuel (ZZPU en AZU) et de revoir l'aléa pour certaines parcelles?***



*Route de Violesi ( image G.H de 09/14)*

*NB : urbanisation plus importante en 2022*



*Extrait carte zonage réglementaire du projet PPRI pour la route de Violési*

***Secteur de l'avenue de Mirabel :***

*Plusieurs propriétaires de parcelles sises avenue de Mirabel, situées entre 400 et 900 mètres du Grand Vallat, classées en 2017, après prise en compte de la crue de référence de 1993, en « jaune » ou « violet ». Certains d'entre-eux ont fait réaliser, à titre personnel, des expertises études hydrologiques et pédologiques par des cabinets privés. Ces derniers valident la zone en aléa faible, voire modéré tout en préconisant la réalisation de vides sanitaires de 1 mètre au dessus du terrain*

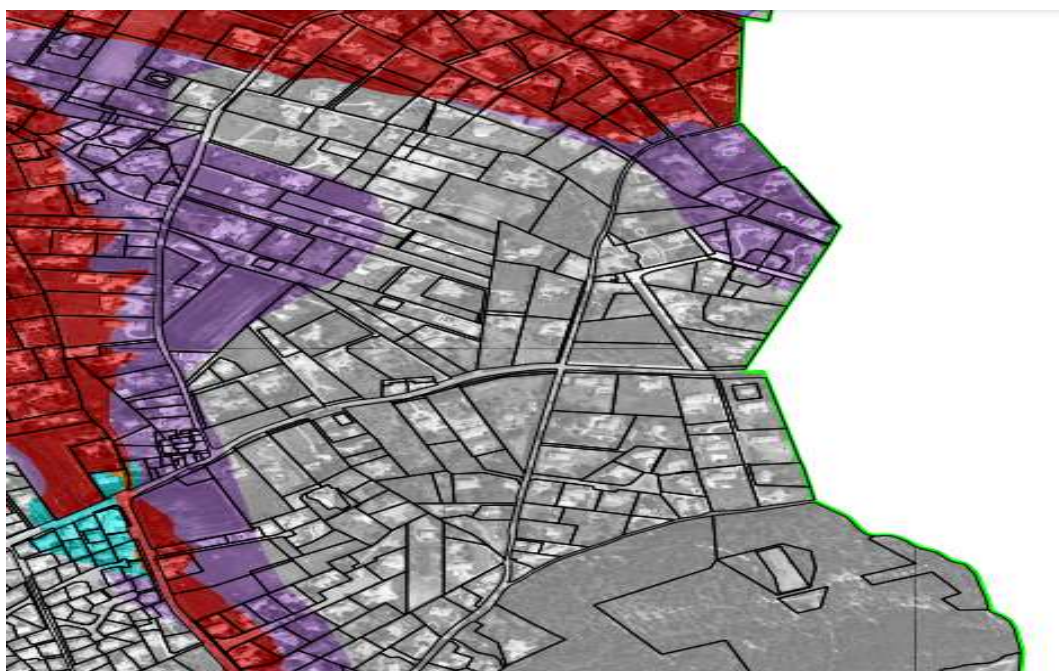


*lors des futures constructions.*

*Pourrait-il être envisagé, au regard de ces éléments, de procéder à une nouvelle étude pour cette zone?*



*Extrait carte zonage réglementaire du projet PPRi pour la route de Violési*



*Extrait carte zonage réglementaire avenue Eugène Mirabel du projet PPRi*

### **41-3 : le procès-verbal de synthèse (PVS)**

Le procès-verbal de synthèse, regroupant la totalité des observations formulées par le public et par les P.O.A, a été remis à la DDTM 13, Maître d'Ouvrage, le **22 février 2022**, soit 8 jours après la date de clôture, lors d'un entretien avec messieurs Philippe VARGELLI et Cyril VENEZIANO-BROCCIA durant lequel ont été abordés notamment l'incompréhension du public quant à la méthode d'élaboration de la cartographie du PPRi et l'entretien des berges du ruisseau « Le Grand Vallat ». Ce document figure en **Annexe 7**.

#### 41-4 : le mémoire en réponse

Le 11 mars 2022, n'ayant pas reçu le « mémoire en réponse » de la DDTM 13, un mail est adressé à cet organisme. Monsieur Philippe VARGELLI nous fait alors parvenir le mémoire faisant suite aux questions figurant dans le PV de synthèse, remis à son service le 22 février 2022.

Ce document, incluant à la fois les observations formulées durant la phase concertation (Avril/juin 2021) celles l'ayant été durant l'enquête publique par le public et les POA et les réponses apportées par la DDTM 13, est joint au présent rapport et figure en *Annexe 8*.

## 4-2 TRAITEMENT DES OBSERVATIONS

Une synthèse de chaque observation, déposée par le public sur le registre papier et sur le registre numérique ou celles ayant été formulées par les P.O.A, est rappelée. Elle sera suivie de la réponse de la DDTM relevée sur le « mémoire en réponse ».

### 42-1 : réponses aux observations formulées par le public

#### Observation de [REDACTED] (OB/1)

**Changement de classement :** parcelle MB305, de ZZPU (UB du PLU) en AZU, comme la parcelle contiguë (BM54). La propriétaire indique que le changement de classement prévu dans le PPRI a entraîné l'annulation de la vente de sa maison. Elle demande également que l'article R111-2 soit appliqué avec le contrôle de l'arrêt 412429 du Conseil d'État et communique plusieurs copies d'échanges de courriers.

#### Réponse DDTM 13

La parcelle BM305 est classée en Zone Peu ou Pas urbanisée (ZPPU).

Il est nécessaire de préciser que les enjeux, définis dans le projet de PPRI, représentent la constitution du territoire à la date d'élaboration du document et sont donc une photographie de l'urbanisation existante. En conséquence cette analyse est différente d'une démarche de planification type zonage PLU qui classe votre parcelle en zone Ub.

Les zones peu ou pas urbanisées (ZPPU) comprennent les zones naturelles, les terres agricoles, les secteurs peu bâtis, les terrains de sport, etc. On peut y retrouver de l'habitat diffus (mitage) parfois des entreprises ou pas d'habitat du tout, c'est le cas de la parcelle BM305.

#### Observation de [REDACTED] (OB/3)

**Réexamen du classement :** parcelles CA 241/243/244 /245 pour une surface de 6283 M2 en zone UR du PLU et maintenant en aléa fort.

Un permis de construire a été attribué pour sa fille en 2008 sur une parcelle classée en aléa modéré, mais non mis en œuvre pour des raisons de santé.

Dans le projet de PPRI, il est prévu un déclassement en zone rouge sur la nouvelle carte de zonage alors que les parcelles mitoyennes à la sienne n'ont pas été impactées. Il ne comprend pas cette situation car situé au pied du village en UR. Il demande un réexamen de ce classement.

#### Réponse DDTM 13

Le décret aléa du 5 juillet 2019 a intégré l'utilisation d'une nouvelle grille d'aléa. C'est pourquoi l'aléa est passé de jaune à modéré sur une partie des parcelles.

Le classement des parcelles en ZPPU impactées par de l'aléa inondation induit un zonage réglementaire rouge au titre de la carte de zonage. Il est important de préciser que les parcelles voisines impactées par de l'aléa inondation sont également classées en zone réglementaire rouge.

#### Observation de [REDACTED] (OB/4)

**Réexamen du classement :** parcelle BD 26, de 4702 m2, divisée en 2 zones par l'ancien PPRI



(jaune et violette). Aucune inondation n'a été constatée depuis 24 ans et la crue de 1993, crue de référence, n'a entraîné aucun débordement dans le village de CABRIES, mais uniquement dans celui de CALAS. La propriétaire ne comprend pas cette situation d'autant que des études, réalisés à titre privé, valident la zone en aléa faible. Un classement parcelle en zone UR (emprise au sol 10%) est demandé.

#### Réponse DDTM 13

Il est nécessaire de rappeler que la commune de CABRIES se situe sur le bassin versant de la Petit Jouïne et du Grand Vallat. Le PPRi encadre donc le risque inondation du bassin versant du Grand Vallat et tenant compte de certains de ces affluents.

Bien qu'éloignée du Grand Vallat, la parcelle est impactée par les débordements du Vallat de la Cluée (affluent du Grand Vallat) qui jouxte le quartier dans lequel se situe la requérante.

L'événement de référence correspond à l'événement le plus fort entre la plus forte crue connue et la crue centennale. Sur le bassin versant du Grand Vallat, l'événement pluvieux de référence est l'événement de 1993, plus fort qu'un événement centennal.

La crue de référence est déterminée à partir des caractéristiques hydrologiques (pluies) de l'événement de septembre 1993. Il correspond à la pluie la plus forte enregistrée en 1993 **dans les environs** (Station d'Aix-les-Milles) appliqué au bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat, c'est donc elle qui a été retenue comme crue de référence pour le bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat.

Concernant les études pédologiques citées, elles confirment l'inondation des parcelles concernées. Même si elles préconisent la possibilité de construire en zones inondables avec des solutions adaptées, la conclusion de ces études n'est pas compatible avec la politique de prévention du risque d'inondation portée par l'État qui interdit l'urbanisation des ZPPU impactées par de l'aléa inondation.

#### Observation de [REDACTED] (OB/5)

**Réexamen du classement :** parcelle BD 24, de 4987 m<sup>2</sup>, divisée en 2 zones par l'ancien PPRi (jaune et violette). Le projet PPRi prévoit un déclassement en zones rouge et violette. Le propriétaire ne comprend pas cette situation d'autant que des études, réalisés à titre privé, valident la zone en aléa faible. Un classement parcelle en zone UR (emprise au sol 10%) est demandé.

#### Réponse DDTM 13

Il est nécessaire de rappeler que la commune de CABRIES se situe sur le bassin versant de la Petit Jouïne et du Grand Vallat. Le PPRi encadre donc le risque inondation du bassin versant du Grand Vallat et tenant compte de certains de ces affluents.

Bien qu'éloignée du Grand Vallat, la parcelle est impactée par les débordements du Vallat de la Cluée (Affluent du Grand Vallat) qui jouxte le quartier dans lequel vous habitez.

L'événement de référence correspond à l'événement le plus fort entre la plus forte crue connue et la crue centennale. Sur le bassin versant du Grand Vallat, l'événement pluvieux de référence est l'événement de 1993, plus fort qu'un événement centennal.

La crue de référence est déterminée à partir des caractéristiques hydrologiques (pluies) de l'événement de septembre 1993. Il correspond à la pluie la plus forte enregistrée en 1993 **dans les environs** ( Station d'Aix-les-Milles), appliqué au bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat, c'est donc elle qui a été retenue comme crue de référence pour le bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat.

Concernant les études pédologiques citées, elles confirment l'inondation des parcelles concernées. Même si elles préconisent la possibilité de construire en zone inondables avec des solutions adaptées, la conclusion de ces études n'est pas compatible avec la politique de prévention du risque d'inondation portée par l'État qui interdit l'urbanisation des ZPPU impactées par de l'aléa inondation.

#### Observation de [REDACTED] (OB/6)

**Réexamen du classement :** parcelle BD 25, de 4780 m<sup>2</sup>, divisée en 2 zones par l'ancien PPRi (jaune et violette). Le projet PPRi prévoit un classement en zones rouge et violette. Le

propriétaire ne comprend pas cette situation d'autant que des études, réalisés à titre privé, valident la zone en aléa faible, tout en préconisant la réalisation d'un vide sanitaire de 1 mètre au-dessus du terrain. Un classement parcelle en zone UR (emprise au sol 10%) est demandé.

#### Réponse DDTM 13

Il est nécessaire de rappeler que la commune de CABRIES se situe sur le bassin versant de la Petit Jouïne et du Grand Vallat. Le PPRi encadre donc le risque inondation du bassin versant du Grand Vallat et tenant compte de certains de ces affluents.

Bien qu'éloignée du Grand Vallat, la parcelle est impactée par les débordements du Vallat de la Cluée (Affluent du Grand Vallat) qui jouxte le quartier où réside le requérant.

L'événement de référence correspond à l'événement le plus fort entre la plus forte crue connue et la crue centennale. Sur le bassin versant du Grand Vallat, l'événement pluvieux de référence est l'événement de 1993, plus fort qu'un événement centennal.

La crue de référence est déterminée à partir des caractéristiques hydrologiques (pluies) de l'événement de septembre 1993. Il correspond à la pluie la plus forte enregistrée en 1993 **dans les environs** ( Station d'Aix-les-Milles) appliqué au bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat, c'est donc elle qui a été retenue comme crue de référence pour le bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat.

Concernant les études pédologiques citées, elles confirment l'inondation des parcelles concernées. Même si elles préconisent la possibilité de construire en zone inondables avec des solutions adaptées, la conclusion de ces études n'est pas compatible avec la politique de prévention du risque d'inondation portée par l'État qui interdit l'urbanisation des ZPPU impactées par de l'aléa inondation.

#### Observation de [REDACTED] (OB/7)

**Réexamen du classement :** parcelle classée en UB3 constructible. Projet PPRi prévoit de passer en rouge, aléa fort. La propriétaire s'interroge quant aux dispositions prises par les propriétaires du Golf de Colas pour la lutte contre les inondations. Avant sa création, le risque d'inondation du Vallat de Thouin était faible : 40 cm par rapport à l'avaloir situé sur le site, qui n'était pas entretenu et qui ne l'est toujours pas. Aucun lac de rétention prévu.

#### Réponse DDTM 13

Les dispositions prises par le Golf de Colas ne sont pas un sujet PPRi.

C'est un sujet Police de l'Eau. Lors de la création du Golf, le pétitionnaire a obtenu une autorisation de réaliser son projet sous réserve que son projet n'aggrave pas l'aléa inondation sur les parcelles avoisinantes.

#### Observation de [REDACTED] (OB/8)

**Réexamen du classement :** parcelles BA 87 et 89 divisées actuellement en 2 zones, jaune rouge, et classées en rouge dans le projet du PPRi. Maintien du classement avant projet demandé.

Le propriétaire indique que le Grand Vallat se situe à 400mètres de chez eux et que le niveau altimétrique de leur bien n'a pas été pris en compte dans les modélisations effectuées par le bureau d'études lors de l'établissement des cartes de zonages, il est en effet supérieur ou égal au niveau des autres propriétés voisines, classé en aléa modéré ou sans aléa.

Il fournit des éléments précis dans les documents qu'il dépose et indique qu'il a fait réaliser, en janvier et juillet 2017, des études hydrologiques et pédologiques, par deux cabinets privés qui valident le classement en zone d'aléa faible au regard de la topométrie des terrains et des parcelles voisines.

#### Réponse DDTM 13

Il est nécessaire de rappeler que la commune de CABRIES se situe sur le bassin versant de la Petit Jouïne et du Grand Vallat. Le PPRi encadre donc le risque inondation du bassin versant du Grand Vallat et tenant compte de certains de ces affluents.

Bien qu'éloignée du Grand Vallat, la parcelle est impactée par les débordements du Vallat de la Cluée (Affluent du Grand Vallat) qui jouxte le quartier dans lequel vous habitez.

L'événement de référence correspond à l'événement le plus fort entre la plus forte crue connue et la crue centennale. Sur le bassin versant du Grand Vallat, l'événement pluvieux de référence est l'événement de 1993, plus fort qu'un événement centennal.

La crue de référence est déterminée à partir des caractéristiques hydrologiques (pluies) de l'événement de septembre 1993. Il correspond à la pluie la plus forte enregistrée en 1993 **dans les environs** ( Station d'Aix-les-Milles) appliqué au bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat, c'est donc elle qui a été retenue comme crue de référence pour le bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat.

Concernant les études pédologiques citées, elles confirment l'inondation des parcelles concernées. Même si elles préconisent la possibilité de construire en zone inondables avec des solutions adaptées, la conclusion de ces études n'est pas compatible avec la politique de prévention du risque d'inondation portée par l'État qui interdit l'urbanisation des ZPPU impactées par de l'aléa inondation.

Il est utile de préciser que les modélisations hydrauliques qui servent à la détermination des aléas inondation ne prennent pas en compte les murs ainsi que les ouvrages hydrauliques tel que les canaux d'irrigation ou les roubines. En effet, ces ouvrages ne sont pas résistants à une crue de référence et sont largement submergés par une crue d'une telle ampleur.

#### Observation de [REDACTED] (OB/9)

**Réexamen du classement** de la parcelle BA 180, en jaune et classée en rouge dans le projet du PPRi. Maintien du classement avant projet demandé.

La propriétaire indique que sa propriété se situe à plus de 300mètres du Grand Vallat et que depuis 18 ans aucun débordement ne s'est produit. Par ailleurs, elle fait état des résultats d'expertises privées à la demande de ses parents qui valide le classement en zone d'aléa modéré, tout en précisant qu'il existe des solutions (création de vide sanitaire, installation de buse avec une orientation dédiée...) pour pallier à tous risque d'inondation.

#### Réponse DDTM 13

Il est nécessaire de rappeler que la commune de CABRIES se situe sur le bassin versant de la Petit Jouïne et du Grand Vallat. Le PPRi encadre donc le risque inondation du bassin versant du Grand Vallat et tenant compte de certains de ces affluents.

Bien qu'éloignée du Grand Vallat, la parcelle est impactée par les débordements du Vallat de la Cluée (Affluent du Grand Vallat) qui jouxte le quartier où se situe la parcelle.

L'événement de référence correspond à l'événement le plus fort entre la plus forte crue connue et la crue centennale. Sur le bassin versant du Grand Vallat, l'événement pluvieux de référence est l'événement de 1993, plus fort qu'un événement centennal.

La crue de référence est déterminée à partir des caractéristiques hydrologiques (pluies) de l'événement de septembre 1993. Il correspond à la pluie la plus forte enregistrée en 1993 dans les environs ( Station d'Aix-les-Milles) appliqué au bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat, c'est donc elle qui a été retenue comme crue de référence pour le bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat.

Concernant les études pédologiques citées, elles confirment l'inondation des parcelles concernées. Même si elles préconisent la possibilité de construire en zone inondables avec des solutions adaptées, la conclusion de ces études n'est pas compatible avec la politique de prévention du risque d'inondation portée par l'État qui interdit l'urbanisation des ZPPU impactées par de l'aléa inondation.

Il est utile de préciser que les modélisations hydrauliques qui servent à la détermination des aléas inondation ne prennent pas en compte les murs ainsi que les ouvrages hydrauliques tel que les canaux d'irrigation ou les roubines. En effet, ces ouvrages ne sont pas résistants à une crue de référence et sont largement submergés par une crue d'une telle ampleur.

**Requalification totale du quartier du Boulard et de l'impasse de la Noria en AZU et non ZZPU :** le déposant souhaite attirer l'attention sur les importantes incohérences et les nombreuses erreurs d'appréciation dans la caractérisation des enjeux et la délimitation des occupations des sols pour le secteur du quartier le Boulard.

Il rappelle les méthodes de classement en définissant les ZPPU et cite l'article 3.1.3.1 du projet qui définit les enjeux et qui précise qu'un espace urbanisé s'apprécie en fonction de la réalité physique des lieux et que la délimitation des secteurs urbanisés se limite aux espaces strictement bâtis, ce qui n'est pas le cas du projet actuel.

Il indique également que l'article DG3 du PLU définit la division du territoire communal en zones et la vocation respective de chaque zone et constate que la zone UC1 (Zone urbaine de campagne) est intégrée aux zones urbaines, donc déjà urbanisée.

#### Réponse DDTM 13

Il est important de préciser de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte.

Le secteur du Boulard ne comporte pas une densité d'urbanisation suffisante pour être classé en AZU. A titre d'exemple, le village de Calas, classé en AZU au titre de la carte des enjeux du PPRi comporte une densité de bâti nettement plus importante que le secteur du Boulard.

**Requalification totale du quartier de la route de Violési en AZU et non ZZPU:** la déclarante souhaite attirer l'attention sur les importantes incohérences et les nombreuses erreurs d'appréciation dans la caractérisation des enjeux et la délimitation des occupations des sols pour le secteur de Violési.

Elle rappelle les méthodes de classement en définissant les ZPPU et cite l'article 3.1.3.1 du projet qui définit les enjeux et qui précise qu'un espace urbanisé s'apprécie en fonction de la réalité physique des lieux et que la délimitation des secteurs urbanisés se limite aux espaces strictement bâtis, ce qui n'est pas le cas du projet actuel. En effet la zone ZPPU du projet (figure 58 page 67 et la planche 12 de la carte des enjeux englobe à tort des zones urbanisées ou fortement urbanisée en incluant même des zones d'habitation très denses comme la route de Violési.

Dans le PLU, cette zone est définie comme une zone urbaine et une extension du cœur villageois de CABRIES et toutes les parcelles sont raccordées à l'assainissement collectif. Considérant que la nouvelle cartographie est sans fondement urbanistique et qu'elle ne tient pas compte de la réalité physique des lieux, il demande la requalification totale du quartier de la route de Violési en AZU et non en ZPPU.

#### Réponse DDTM 13

Il est important de préciser de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte.

Le secteur haut de la route de Violési ne comporte pas une densité d'urbanisation suffisante pour être classé en AZU. A titre d'exemple, les secteurs du village de CALAS et le bas de la route de Violési, classés en AZU au titre de la carte des enjeux du PPRi comportent une densité de bâti nettement plus importante que le secteur haut de la route de Violési.

**Réexamen en vue d'un classement en zone constructible** des parcelles CA 241, 242, 243, 244 et 245, d'une superficie de 6283 m<sup>2</sup>, situées en zone UR du PLU et classées actuellement en aléa modéré (jaune) et desservies par les réseaux eau, assainissement et EDF.

Le propriétaire avait obtenu un PC pour sa fille en 2008 mais non mené à son terme pour des raisons de santé. Distant de moins de 100 mètres du village de CABRIES et entouré de maisons, il ne peut entendre que ses parcelles soient maintenant situées en zone ZPPU, d'autant que des



propriétés limitrophes (CA103,1207, 109), plus éloignées du centre urbain, demeurent en zone constructible.

#### Réponse DDTM 13

Il est important de préciser de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte.

Le secteur des parcelles de [REDACTED] ne comporte pas une densité d'urbanisation suffisante pour être classé en AZU. A titre d'exemple, le secteur du village de Calas, classé en AZU au titre de la carte des enjeux du PPRi comporte une densité de bâti nettement plus importante que le sien.

#### Observation de [REDACTED] (OB/15)

**Réexamen du classement** en AZU de la parcelle BM290, 3261 route de Violési. Un permis d'aménager accordé en juillet 2019, projet non réalisé en raison d'un avis défavorable de la DDTM 13 pour risque d'inondabilité. Le terrain se situe en extrême limite de la zone à risque définie par le PPRi et ce, par un malheureux croisement entre AZU et un aléa dit modéré extrêmement faible.

Un rapport d'expertise du Cabinet INGEROP est joint aux observations. Dans les conclusions, il est stipulé l'analyse de la cartographie ayant servi de base à la réalisation du PPRi, permet de constater que la zone est concernée par un aléa inondation modéré hauteur extrêmement faible. En effet les hauteurs d'eau et les vitesses existantes lors de l'événement de référence restent très basses sur une grande partie de la parcelle. INGEROP préconise une implantation des maisons en dehors des zones impactées par l'aléa, une surélévation des planchers habitables et les accès au-dessus du niveau PHE +0,20m et une construction sur vide sanitaire ouvert inondable.

#### Réponse DDTM 13

L'étude INGEROP, réalisée à la demande de [REDACTED] confirme l'inondation des parcelles concernées. Même si elle préconise la possibilité de construire en zones inondables avec des solutions adaptées, la conclusion de cette étude n'est pas compatible avec la politique de prévention du risque d'inondation portée par l'État qui interdit l'urbanisation des ZPPU impactées par de 'aléa inondation.

Il est important de préciser de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire du territoire, au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte.

Le secteur haut de la route de Violési ne comporte pas une densité d'urbanisation suffisante pour être classé en AZU. A titre d'exemple, les secteurs du village de Calas et le bas de la route de Violési, classés en AZU au titre de la carte des enjeux du PPRi comportent une densité de bâti nettement plus importante que le secteur haut de la route de Violési.

#### Observation de [REDACTED] (OB/16)

**Réexamen du classement** de la parcelle BM40. Le propriétaire souhaite qu'une erreur soit corrigée concernant la topologie de son terrain qui, selon lui, fausse la cartographie des aléas et par conséquent, le zonage qui en découle. Sa parcelle doit être hors du champ des risques d'inondation (ou en minima en risque résiduel) et non dans la zone réglementaire rouge affichée sur le projet de PPRi.

Il détaille le positionnement exact de sa parcelle et ses caractéristiques géographiques et indique que les habitations récentes et les travaux réalisés pour l'écoulement de l'eau n'ont pas été pris en compte dans la nouvelle cartographie puisque certaines constructions n'existaient pas au moment des relevés, tout en précisant que maintenant l'eau s'écoule maintenant par l'impasse bas Sa parcelle doit accueillir 4 villas avec garages et piscines pour lesquelles un permis a été demandé en 2016. Pour lui sa demande étant préalable à la promulgation du PPRi, de plusieurs années cette zone actuellement classée en aléa modéré ne peut donc pas être classée en zone rouge mais en zone réglementaire bleu clair AZU d'autant que les parcelles BM315 et BM317 sont maintenant construites, contrairement au cadastre pris en compte pour l'élaboration du projet.

Le propriétaire remet des documents, donc un plan topographique des lieux réalisée par un cabinet de géomètre experts.

#### Réponse DDTM 13

Pour une parfaite information, l'événement de référence correspond à l'événement le plus fort entre la plus forte crue connue et la crue centennale. Sur le bassin versant du Grand Vallat, l'événement pluvieux de référence est l'événement de 1993, plus fort qu'un événement centennal. La pluie retenue pour obtenir les débits de référence de l'événement de sur chaque sous bassin versant est présentée ci-dessous. Il s'agit de la pluie enregistrée en septembre 1993 sur la station Aix-les-Milles.

Le PPRi ne prend pas en compte les aménagements existants telles que les roubines. Ces aménagements, étant submergés par un événement de référence, sont considérés comme hydrauliquement transparents dans l'étude hydraulique du bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat. Il est également nécessaire de préciser que les crues concernées par le PPRi vont bien au-delà des aménagements hydrauliques de récupération des eaux de ruissellement. Une crue centennale est d'une telle ampleur que les aménagements hydrauliques ne peuvent avoir d'effet significatif sur l'emprise de la zone inondable pour la crue de référence.

Le PPRi, dans le cadre de la définition des enjeux, prends en compte uniquement les bâtiments existants. Vous nous indiquez également que les parcelles BM315 et BM317 sont désormais construites. Vu la densité de constructions sur le secteur, ces informations ne sont pas de nature à impacter la carte des enjeux sur les parcelles voisines de la parcelle BM40. Toutefois, ces nouvelles informations seront intégrées dans le projet de PPRi.

Il est nécessaire de préciser que si vous êtes détenteur d'un permis de construire valide et autorisé sur la parcelle BM40 pour la création de quatre villas, vous êtes en droit de le mettre à exécution.

Le PPRi ne va pas à l'encontre des permis de construire délivrés avant la date du porter-à-connaissance inondation sur les communes de Bouc Bel Air, CABRIES et Simiane-Collongue et la date de prescription du PPRi de la commune de CABRIES.

#### Observation de [REDACTED] (OB/17)

**Changement de classement** parcelle BM 248, implantée en ZZPU et impactée en rouge par deux fois, dans sa partie haute et dans sa partie basse, en AZU, au regard de la densité de construction de la rue de Violesi

Des travaux ont été réalisés sur la parcelle (butte de 1,30m au dessus du fond Vallat Sec , maison à plus de 2,50m et annexes à plus de 1,60m). Il constate également une disparité de traitement entre la zone haute classée en rouge alors que celles situées en aval, recevant de façon naturelle plus d'eau sont classée en bleu clair et même pour certains en violet.

Monsieur BOYER souhaite donc le classement de sa parcelle en zone AZU avec un risque modéré pour sa partie basse et sans aucun risque ou risque résiduel pour sa partie haute, il joint des photos à ces observations.

#### Réponse DDTM 13

Il est nécessaire de préciser que le projet de PPRi traite la totalité du territoire de manière équitable. La différence de zonage réglementaire entre le haut et le bas de la route de Violési n'est pas dû à l'aléa inondation mais à la définition des enjeux sur le secteur. Le haut de la route de Violési étant classé en ZPPU cela engendre une zone réglementaire rouge sur l'ensemble de la zone inondable de ce secteur.

Il est important de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire du territoire, au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte.

Le secteur haut de la route de Violési ne comporte pas une densité d'urbanisation suffisante pour être classé en AZU. A titre d'exemple, les secteurs du village de CALAS et le bas de la route de Violési, classés en AZU au titre de la carte des enjeux du PPRi comportent une densité de bâti nettement plus importante que le secteur haut de la route de Violési.

#### Observation de [REDACTED] (OB/18)

**Réexamen du classement** de la parcelle BM 326, en bordure du ruisseau d'Argème, dans sa partie amont. Aucun débordement observé en 35 ans. Celui-ci est alimenté par un bassin versant de faible surface et incompréhension sur le fait que le règlement des zones inondables fortes d'applique à ce secteur.

### Réponse DDTM 13

L'événement de référence correspond à l'événement le plus fort entre la plus forte crue connue et la crue centennale. Sur le bassin versant du Grand Vallat, l'événement pluvieux de référence est l'événement de 1993, plus fort qu'un événement centennal.

La crue de référence est déterminée à partir des caractéristiques hydrologiques (pluies) de l'événement de septembre 1993. Il correspond à la pluie la plus forte enregistrée en 1993 dans les environs ( Station d'Aix-les-Milles) appliqué au bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat, c'est donc elle qui a été retenue comme crue de référence pour le bassin versant de la Jouïne et du Grand Vallat.

La parcelle concernée se trouve en tête de bassin versant et les apports et débits de ce bassin versant ne drainent que des hauteurs d'eau inférieures à 0,20m.

Pour rappel, la crue de référence utilisée dans le PPRi est supérieure à une crue centennale, elle a donc moins d'une chance sur cent de tomber sur CABRIES sur une année. Ce qui explique qu'en 35 ans, le propriétaire n'a jamais vu de débordement sur son secteur.

### Observation de [REDACTED] (OB/19)

**Réexamen du classement** des parcelles BI 99,103,116,117,118 et 119. Le propriétaire souligne qu'il est totalement exagéré de prendre un risque d'inondation fort sur ces parcelles. Le constat humain, basé sur 3 générations (plus de 100 ans) montre qu'aucune inondation n'a été constatée sur cette période.

En justification, il cite un rapport d'études géotechniques réalisés par la Société SOLESSAI suite à des sondages de 3,75 m, des essais de pénétrations statiques lourdes poussés au refus entre 1,30 m et 7,10 m, un forage de 8 m démontrant la présence de sols limoneux sableux permettant une circulation d'eau à une profondeur de 2 mètres.

### Réponse DDTM 13

Le risque inondation sur les parcelles concernées et dans sa majeure partie de l'aléa modéré est résiduel, seule une toute petite partie est classée en aléa très fort au niveau de la route. Le classement en zone réglementaire rouge vient du croisement de l'aléa avec la qualification du secteur en ZPPU

Les études géotechniques ne sont pas recevables pour qualifier l'aléa inondation, elles ne comportent pas de calculs ou de modélisation hydraulique venant infirmer l'inondabilité des parcelles.

### Observation de [REDACTED] (RN/4)

**Changement de classement** de la parcelle BM 229P, implantée en zone ZZPU et impactée en rouge par deux fois, dans sa partie haute et dans sa partie basse jouxtant le Vallat Sec, en AZU « risques modérés » au regard de l'urbanisation importante actuelle sur la route de Violesi et les travaux réalisés sur la parcelle.

Il souhaite qu'il en soit de même pour les parcelles BM248, BM228 et BM58 appartenant à ses voisins.

### Réponse DDTM 13

Il est important de préciser de préciser que le PPRi n'est pas un document de planification comme l'est le PLU. Afin de déterminer les enjeux, c'est l'image et la réalité physique du territoire, au moment de l'élaboration du PPRi, qui est pris en compte.

Le secteur haut de la route de Violési ne comporte pas une densité d'urbanisation suffisante pour être classé en AZU. A titre d'exemple, les secteurs du village de CALAS et le bas de la route de Violési, classés en AZU au titre de la carte des enjeux du PPRi, comportent une densité de bâti nettement plus importante que le secteur haut de la route de Violési.

Même si l'habitation et les annexes ont été rehaussés au-dessus du terrain naturel lors de leur construction, cela n'enlève rien au caractère inondable du secteur déterminés par l'étude INGEROP.

## **41-2 : réponses aux observations formulées par les « P.O.A »**

### **- La chambre d'agriculture des Bouches du Rhône :**

Cette administration souhaite que soient prises en compte les spécificités de l'activité agricole et des constructions nécessaires à celle-ci.

#### **Réponse DDTM 13**

Le fait d'interdire la constructibilité dans les Zones d'Expansion des Crues (ZEC) n'enlève pas la vocation agricole ou naturelles de ces espaces. Les activités agricoles sont autorisées dans les ZEC. Le SAGE interdit les remblais en zone inondable ce qui conforte le choix pour le PPRi d'interdire les bâtiments.

### **- Syndicat d'aménagement du Bassin de l'Arc (SABA)**

Le SABA tient à rappeler que les zones inondables n'ont pas à être urbanisées. Il précise que même si PPRi et SAGE vont dans le même sens et sont compatibles, ce dernier va plus loin et affirme sa position de prendre en référence le lit majeur hydrogéomorphologique et interdit, par ailleurs, tout dépôt de remblais en zones inondables.

#### **Réponse DDTM 13**

Le PPRi ne prend pas en compte le lit majeur hydrogéomorphologique. L'aléa résiduel correspond à l'emprise d'une crue exceptionnelle dont le débit est le double de celui de la crue de référence. Le PPRi n'enlève rien au SAGE qui conserve son périmètre d'application. Il répond à des principes nationaux de prévention visant la crue de référence et la crue exceptionnelle.

### **- Conseil Départemental des Bouches du Rhône**

a)- Le règlement du PPRi interdit la reconstruction des biens détruits par l'effet d'une crue. Cette règle est susceptible d'être bloquante pour les infrastructures de transport dans le cas où le gestionnaire de voies serait contraint d'effectuer des réparations provisoires de chaussées et la remise en état des ouvrages en cas de destruction ou dégradation suite à une crue.

Ainsi, le département, au regard de sa compétence voirie, sollicite l'autorisation explicite dans le règlement du PPRi de pouvoir réaliser tous les travaux d'entretien et de réparation utiles pour remettre les voies en état à l'identique de l'existant, quelque soit le zonage du PPRi.

b)- La règle particulière sur les infrastructures de transport comprenant les installations, les équipements et les constructions nécessaires au fonctionnement, exploitation et entretien des infrastructures publiques de transport prescrit : « les premiers planchers aménagés des constructions doivent être implantés au-dessus de la PHE +0,20m. Or les dispositifs de signalisation routière (mats de signalisation, signalisation de police et directionnelle, etc.) répondent à des règles d'implantation et de hauteur normalisées. Ainsi, ils ne constituent pas réellement d'obstacle à l'écoulement des eaux en cas de crue. C'est pourquoi, il faut s'assurer que les dispositifs de signalisation routière soient clairement autorisés dans le règlement du PPRi du fait des règles spécifiques concernant leurs implantations et hauteurs normalisées.

c) L'article du chapitre 5 du règlement du PPRi prescrit aux maîtres d'ouvrage des infrastructures routières publiques « d'établir sous 3 ans un plan d'alerte et d'intervention en liaison avec SDIS et les autres services compétents de l'État, visant la mise en sécurité des usagers des voies publiques ». Sans remettre en cause la mise en place du PPRi, le département considère qu'il ne lui appartient pas de définir ce plan d'alerte et d'intervention. Il participera à la réponse de crise mais ne fera qu'appliquer les mesures. Ainsi le département reste persuadé qu'il n'est pas légitime pour définir un tel plan d'alerte et d'intervention, dont le pilotage et la coordination doivent être assurés par les services de l'État.

#### **Réponse DDTM 13**

a) - Les infrastructures de transport ne sont pas concernées par cette règle.

b)- Les dispositifs de signalisation routière ne sont pas concernés par le calage des planchers



au dessus de la PHE du fait qu'ils ne sont pas considérés comme des constructions (habitations, locaux, activités, etc.)

**c) - Le PPRi demande aux gestionnaires d'infrastructures de transport d'élaborer dans un **délai de trois ans un plan d'alerte et d'intervention. Si le PPRi porte sur le territoire communal, il est tout à fait pertinent que le gestionnaire détermine ce plan à une échelle plus large et cohérente avec le réseau routier dont il a la charge.****

Le plan ORSEC ne dispense pas les gestionnaires de disposer de tels plans sur leur réseau.

#### **- Mairie de CABRIES**

- Le conseil municipal de CABRIES, dans une délibération en date du 28 septembre 2021, donne un avis favorable au projet du PPRi mais l'assortit de réserves liées à :

- l'adaptation de la définition des enjeux au zonage PLU à la nécessité de sortir de l'état de carence en matière de logements sociaux. Le conseil constate que dans plusieurs secteurs de la commune, le croisement entre la caractérisation en ZZPU au lieu de AZU et l'aléa ne favorise pas le programme de logement sociaux imposé par l'Etat, alors même que l'aléa est modéré et que les parcelles voisines des secteurs concernés sont parfois largement bâties (Grandes Terres, Violesi, Pied du village). La commune demande de revoir sinon l'opportunité des ZZPU sur certaines zones, du moins l'autorisation de construction en ZZPU avec prescriptions lorsque l'aléa est modéré.

la parcelle cadastrée AM 173. La commune souhaite y réaliser une construction de type halle transparente de quelques 1000 m2. Cette parcelle occupe une position centrale, jouxtant le village, l'école et la maison des associations.

#### **Réponse DDTM 13**

Les observations concernent la Zone d'Expansion des Crues (ZEC) et le Règlement en ZPU.

La parcelle AM 173 est impactée par une ZEC de l'Arc et le règlement du SAGE de l'Arc proscrit les nouvelles constructions à l'intérieur de la ZEC.

La définition des enjeux colle à la réalité du terrain à l'instant de la réalisation du PPRi. Pour rappel, contrairement au PLU, le PPRi n'est pas un document de planification.

Le décret aléa du 5 juillet 2019 n'ouvre pas la possibilité d'un assouplissement des règles en ZPPU lorsque l'aléa est modéré. Les principes de prévention du risque d'inondation préservent les zones non urbanisées et inondables de l'implantation de toutes nouvelles constructions.

### **4-3 – Remarques du Commissaire-enquêteur**

La DDTM 13 a apporté des réponses claires aux observations formulées par le public, s'appuyant sur les cartes des enjeux et celle des aléas. Des précisions sont apportées quant au classement en AZU et ZZPU dans le projet du PPRi, qui ne reprend pas systématiquement les classements du PLU existant, au regard des risques d'inondation. Le PPRi encadre ce risque inondation du bassin versant du Grand Vallat en tenant compte également de certains de ces affluents.

Les réponses apportées sont en cohérence complète avec la politique de prévention du risque d'inondation portée par l'État qui interdit l'urbanisation des ZPPU impactées par de l'aléa inondation, même, si parfois, elles peuvent susciter l'incompréhension de certains

La DDTM 13 donne des éléments favorables quant aux observations de monsieur DAVID Sylvain qui a déposé, en 2016, un permis pour la construction de 4 villas avec piscine sur la parcelle BM40. En effet, ce dernier est en droit de le mettre à exécution, le PPRi n'allant pas à l'encontre des permis de construire délivrés avant la date du porter-à-connaissance inondation sur les communes de Bouc Bel Air, Cabries et Simiane-Collongue et la date de prescription du PPRi de la commune de CABRIES.

Les réponses ont été apportées, par celles fournies aux différents administrés, aux questions posées par le commissaire-enquêteur concernant, notamment, les secteurs Eugène Mirabel et route de Violesi. Pour la partie haute de ce secteur, il est quand même difficile de comprendre qu'il soit classé en ZZPU, au regard de l'augmentation des constructions durant ces dernières années.

# CONCLUSION ET AVIS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR

### **\* PREAMBULE**

La commune de CABRIES est particulièrement exposée au risque inondation. Elle a été touchée par 4 événements pluvieux principaux :

- la crue de janvier 1978 a touché principalement l'Arc, mais certains secteurs de la commune de CABRIES ont été sévèrement touchés. La RD60 a été bloquée pendant plusieurs jours et une personne a péri.
- la crue de septembre 1993, événement le plus important que la commune semble avoir connu. Celui-ci est qualifié d'événement « centennal » pris en compte dans le cadre du PPRi.
- les crues de décembre 2003 et septembre 2005 où 30 à 40 cm d'eau ont été observés localement au niveau du hameau du Boulard, en point bas dans les axes d'écoulement.
- la crue de novembre 2019 durant laquelle, dans la nuit du 02 au 03, plus de 80 mm sont tombés, en deux heures, sur le secteur de CABRIES/CALLAS où l'état de catastrophe naturelle a été reconnu.

La nécessité d'assurer la sécurité des personnes et des biens implique que l'Etat, responsable de la prévention, mette en œuvre une politique publique de prévention du risque d'inondation.

La réglementation du PPRi oriente les choix d'aménagement urbain dans un souci de réduction de dommage aux personnes et aux biens, autorisant, sous certaines conditions, la construction dans les zones où le risque est faible et l'interdisant dans celles où le risque est fort.

Après approbation de Plans de Prévention des Risques Naturel Inondation (PPRi) sur les communes « aval » du Bassin de l'Arc, le Préfet des Bouches du Rhône a prescrit l'élaboration d'un PPRi Inondation par débordement de l'Arc et de ses affluents sur la commune de CABRIES, par arrêté du 03/12/20.

Les PPRi constituent l'un des outils de la mise en œuvre de la politique de l'État en matière de prévention des inondations. Ils mettent en évidence les zones à risques, réglementent l'aménagement et les usages du sol, et définissent des mesures pour réduire la vulnérabilité des enjeux (personnes, biens et activités). Il s'agit d'une servitude d'utilité publique qui s'impose à tous : particuliers, entreprises, collectivités et État

Après les phases d'élaboration du projet confiée à la DDTM13, d'association des collectivités, d'information et de concertation (avril/juin 2021), le projet a fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 13 janvier 2022 au 14 mars 2022. Le projet soumis à Enquête Publique concerne un des volets de la politique publique de prévention du risque inondation dont l'enjeu d'intérêt général est incontestable. Il concerne la commune de CABRIES, un territoire particulièrement exposé.

Dans le présent rapport, il a été rendu compte :

- de l'exposé de la mission du commissaire enquêteur
- de la publicité de l'enquête
- de la constitution du dossier de l'enquête
- du déroulement de l'enquête
- des observations recueillies et de la réponse du Responsable de Projet
- des questionnements ou commentaires du commissaire enquêteur.

## **\* CONCLUSIONS**

► Vu le Code de l'Environnement, en ses articles L 562-1 à L 562-9 et R 562-1 à R 562-11 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles et en particulier des risques « inondation » et à leur procédure d'élaboration.

► Vu l'arrêté préfectoral du        prescrivant l'établissement d'un PPRi sur le territoire de la commune de CABRIES.

► Vu le bilan de la phase de concertation préalable.

► Vu l'arrêté préfectoral du 13/12/2021 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de Plan de Prévention des risques d'Inondation sur la commune de CABRIES.

► Vu l'avis d'enquête publié par voie de presse et l'accomplissement des formalités d'affichage par la mairie de CABRIES et la Préfecture des Bouches du Rhône, faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique prescrite par l'arrêté précité et les modalités d'information et de recueil des observations du public.

► Vu le dossier d'enquête publique, réglementairement constitué par la Direction des Territoire et de la Mer, disponible en consultation en mairie pendant toute la durée de l'enquête publique et la possibilité de consulter ce dossier sur le site de la Préfecture Enquête Publique.

► Vu l'audition du maire de la commune de CABRIES.

► Vu les entretiens entre le public et le commissaire enquêteur pendant ses 5 permanences.

► Vu le procès-verbal de synthèse du commissaire-enquêteur notifié au Responsable de Projet le 22 février 2022 dont l'original est annexé au présent rapport.

► Vu le mémoire en réponse du maître d'ouvrage en date du **11 mars 2022**, dont l'analyse fait partie du rapport et dont l'original, transmis par mail est annexé (**Annexe 8**)

## **CONSIDERANT :**

### **\* Relatifs aux conditions de déroulement de l'enquête publique :**

► Que les conditions de déroulement, de publicité légale, d'accueil et de recueil des observations du public ont été conformes à l'arrêté Préfectoral du 13 décembre 2021.

► Que la commune a diffusé sur son site Internet « CABRIES.FR » l'avis d'enquête publique et l'arrêté préfectoral portant ouverture de l'enquête publique

► Que le dossier d'enquête est très documenté, accessible à la lecture pour un public non averti, riche en cartographies diverses et en informations sur les quartiers traversés par le ruisseau ou ses affluents et été disponible, de l'ouverture à la clôture de l'enquête, soit pendant les permanences du commissaire enquêteur, soit en mairie aux heures d'ouverture.

► Que l'accès au dossier en ligne et au registre dématérialisé est aisé pour tout simple utilisateur d'internet

► Que le dossier est complet au plan réglementaire (R562-3 du code de l'environnement).

► Que le responsable de projet a fait preuve de transparence quant aux études utilisées comme bases du PPRI (Études INGEROP fournies en annexes).

► Que le responsable de projet a fait un gros effort de pédagogie : note de présentation introductive, schémas, matrice couleur, cartes légendées, lexique...pour rendre la compréhension du dossier d'enquête accessible au plus grand nombre.

► Que la publicité concernant le lancement de l'enquête publique, conforme aux prescriptions réglementaires et des mesures de communication spécifiques lancées par la commune, la participation des administrés de CABRIES a été relativement importante puisque 19 observations ont été déposées sur le registre d'enquête, 4 (dont 3 faisant doublon) sur le registre numérique, qui, par ailleurs, a été consulté à 117 reprises.

► Que le PPRI se fixe comme principal objectif de réduire la vulnérabilité aux risques d'inondation en déterminant des règles de constructibilité contraignantes. Toutes les requêtes individuelles enregistrées ont été motivées par le classement des terrains en zone inconstructible.

Pour les bâtis existants, en zone bleue et en zone rouge, le PPRI prévoit des prescriptions de travaux dans les 5 ans, à l'égard des particuliers et des entreprises. Cependant le règlement ne prévoit aucune mesure d'information directe des personnes concernées, ni aucune mesure de contrôle (hormis celles que la commune pourrait exercer lors de demandes d'autorisation de travaux) ni aucune sanction. Les personnes qui n'auraient pas eu connaissance du PPRI et qui de ce fait n'auraient pas réalisé les travaux prescrits de réduction de la vulnérabilité resteraient en situation de danger et dans l'illégalité.

► Que le responsable de projet a fait preuve de transparence quant aux études utilisées comme bases du PPRI (Études INGEROP fournies en annexes)..

► Que le dossier d'enquête gagnerait néanmoins en compréhension quant à l'élaboration de la carte des enjeux, beaucoup de personnes ayant reproché la non-prise en compte des caractéristiques géographiques réelle des lieux.

### **Relatifs au règlement :**

► Que l'accès au règlement est relativement simple du fait de la structuration par zone réglementaire, codes couleurs et la présence d'un lexique.



## Relatifs aux observations du public et des Organismes Associés

► Que le responsable de projet a répondu aux différentes questions présentées dans le PV de synthèse qu'il s'agisse des observations des Personnes Associées ou celles du public, relayées par le commissaire enquêteur, argumentant ses réponses dans le cadre «strict» du PPRI.

### CONSTATANT :

► Que l'audition formelle du Maire de CABRIES, requise à l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2021, s'est déroulée le 19 janvier 2022.

► Que le conseil municipal de la commune a donné un AVIS FAVORABLE au projet de PPRI dans sa séance du 28 septembre 2021 et pour l'ensemble des motifs exposés et développés ci-avant,

### **Ceci exposé**

Le commissaire-enquêteur estime que l'approbation du PPRI de l'Arc et de ses affluents sur la commune de CABRIES, le Grand Vallat et la Petite Jouïne, répond à un objectif d'intérêt général pour la population et les biens.

Les prescriptions réglementaires qu'il institue vont permettre de réduire la vulnérabilité des biens et des personnes, y compris en cas de crue exceptionnelle.

Les dispositions du PPRI assureront une meilleure protection contre les risques d'inondation du ruisseau de l'Arc et de ses affluents, dont le Grand Vallat et la Jouïne

Compte tenu :

- de la qualité générale du dossier présenté élaboré suivant les guides nationaux, - du sérieux des études hydrauliques,
- de la concertation menée en amont avec toutes les parties prenantes pour améliorer le dossier,
- de la nécessité de doter rapidement le territoire concerné d'un PPRI au vu des aléas météo de plus en plus menaçants,
- et pour l'ensemble des motifs exposés et développés ci-avant,

**Le commissaire-enquêteur émet un**

**AVIS FAVORABLE**

### **ASSORTI DE CINQ RECOMMANDATIONS**

au projet de Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) par débordement de l'Arc sur la commune de CABRIES

#### **Première recommandation : compléter la rédaction du règlement**

- Introduire une explication sur la méthode de cartographie des zones d'enjeux
- Reporter les conditions de révision et de modification du PPRI, pour répondre par exemple «

à une erreur matérielle ponctuelle »

- Rappeler aux riverains leurs obligations (nettoyage), les interdictions (bétonnage des rives)

#### **Deuxième recommandation : informer le public concerné**

- Pour les bâtis existants, en zone bleue ou rouge, le PPRi prévoit des prescriptions de travaux dans les 5 ans : les personnes qui n'auraient pas connaissance du PPRi et qui, de ce fait, n'auraient pas réalisé les travaux destinés à réduire la vulnérabilité, resteraient en situation de danger et dans l'illégalité. - Pour les bâtis existants, en zone bleue ou rouge, le PPRi prévoit des prescriptions de travaux dans les 5 ans : les personnes qui n'auraient pas connaissance du PPRi et qui, de ce fait, n'auraient pas réalisé les travaux destinés à réduire la vulnérabilité, resteraient en situation de danger et dans l'illégalité.

- Après publication du PPRi, mettre en place une information des propriétaires d'un bien dans les zones réglementées.

- Prévoir un document synthétique au niveau de commune (ou du Territoire) sur les éventuelles restrictions à construire, obligations, mais aussi sur les dispositifs de solidarité (en cas catastrophe naturelle) et financement (loi BARNIER)....

#### **Troisième recommandation : entretien des rives du ruisseau « Le Grand Vallat »**

- Rappeler aux propriétaires des terrains et parcelles traversées par le Grand Vallat, l'obligation, qui leur est fixée par l'article L 435-4 et 5 du Code de l'Environnement, d'entretenir les berges du ruisseau afin d'éviter des embâcles et les informer, qu'à défaut, la commune se chargera des travaux et portera les frais engagés à leur charge, comme le prévoit l'article L 215-16 du Code de l'Environnement.

- Il est à noter que le SABA, en charge de l'entretien des berges, est également concerné.

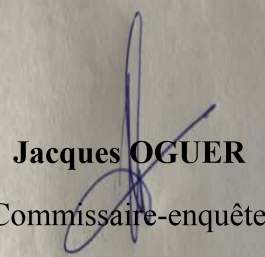
#### **Quatrième recommandation**

- Établissement par la mairie de CABRIES d'un P.C.S (Plan Communal de Sauvegarde), correspondant aux modalités fixées par l'article L731-3 du Code de la Sécurité Intérieure, modifié par l'article 11 de la loi 2021-1520 du 25 novembre 2021, et diffusion aux administrés.

#### **Cinquième recommandation : chemin des Vaneu**

- une attention toute particulière doit être portée sur les parcelles situées du 1217 à 1529 chemin des Vaneu, secteur classé en aléa fort et situé à 50 mètres du Grand Vallat. Des constructions ont été réalisées en toute illégalité sur ces terrains où stationnent également plusieurs mobil-homes et de nombreuses caravanes. Les populations résidant sur ces parcelles pourraient courir d'énormes risques en cas d'inondations ou de crue du Grand-Vallat.

**Fait et clos le 18 mars 2022**



**Jacques OGUER**  
Commissaire-enquêteur